

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE CHAMPAGNE-BOURGOGNE**

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code Monétaire et Financier  
Siège Social : 269, Faubourg Croncels - 10000 TROYES  
775 718 216 R.C.S. TROYES

**Documents comptables annuels approuvés par l'Assemblée Générale du 27 mars 2025  
arrêtés par le Conseil d'administration du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne en date du 27 janvier 2025**

**A. — Comptes individuels au 31 décembre 2024****I. — Bilan au 31 décembre 2024.**

(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>Operations interbancaires et assimilées</b>		<b>494 902</b>	<b>255 073</b>
Caisse, banques centrales		52 295	48 865
Effets publics et valeurs assimilées	5	217 756	137 569
Créances sur les établissements de crédit	3	224 851	68 639
<b>Operations internes au crédit agricole</b>	<b>3</b>	<b>2 229 261</b>	<b>1 818 693</b>
<b>Operations avec la clientèle</b>	<b>4</b>	<b>13 962 878</b>	<b>13 800 706</b>
<b>Operations sur titres</b>		<b>724 527</b>	<b>582 947</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	532 692	477 088
Actions et autres titres à revenu variable	5	191 835	105 859
<b>Valeurs immobilisées</b>		<b>1 442 934</b>	<b>1 399 798</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	1 303 928	1 272 353
Parts dans les entreprises liées	6-7	26 489	24 725
Immobilisations incorporelles	7	28	41
Immobilisations corporelles	7	112 489	102 679
<b>Capital souscrit non verse</b>			
<b>Actions propres</b>			
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>		<b>260 702</b>	<b>309 605</b>
Autres actifs	8	116 755	96 857
Comptes de régularisation	8	143 947	212 748
<b>Total actif</b>		<b>19 115 204</b>	<b>18 166 822</b>

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>Operations interbancaires et assimilées</b>		<b>168 563</b>	<b>52 376</b>
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	168 563	52 376
<b>Operations internes au crédit agricole</b>	<b>10</b>	<b>9 452 232</b>	<b>8 926 107</b>
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>11</b>	<b>6 407 949</b>	<b>6 130 895</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>12</b>		
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>		<b>380 034</b>	<b>446 420</b>
Autres passifs	13	210 269	283 986
Comptes de régularisation	13	169 765	162 434
<b>Provisions et dettes subordonnées</b>		<b>395 342</b>	<b>384 418</b>
Provisions	14-15-16	176 428	167 658
Dettes subordonnées	17	218 914	216 760
<b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b>		<b>103 769</b>	<b>100 269</b>
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>18 -19</b>	<b>2 207 315</b>	<b>2 126 337</b>
Capital souscrit		112 396	112 396
Primes d'émission		207 358	207 358
Réserves		1 763 924	1 683 550
Ecart de réévaluation		31 851	31 851
Provisions réglementées et subventions d'investissement		167	80
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		91 619	91 102
<b>Total passif</b>		<b>19 115 204</b>	<b>18 166 822</b>

Hors-bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>		<b>1 849 610</b>	<b>1 939 006</b>
Engagements de financement	24	1 424 131	1 510 987
Engagements de garantie	24	425 011	427 323
Engagements sur titres	24	468	696
<b>Engagements reçus</b>		<b>4 605 596</b>	<b>4 567 760</b>
Engagements de financement	24	9 547	12 308
Engagements de garantie	24	4 582 581	4 551 556
Engagements sur titres	24	13 468	3 896

Les opérations de change hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 21 et 22.

## II. — Compte de résultat au 31 décembre 2024.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	27	529 250	453 343
Intérêts et charges assimilées	27	-401 661	-327 999
Revenus des titres à revenu variable	28	72 422	58 345
Commissions (produits)	29	215 349	219 941
Commissions (charges)	29	-60 071	-58 593
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	30	487	472
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	31	5 523	4 485
Autres produits d'exploitation bancaire	32	2 634	9 126
Autres charges d'exploitation bancaire	32	-978	-500
<b>Produit net bancaire</b>		<b>362 955</b>	<b>358 620</b>
Charges générales d'exploitation	33	-214 658	-211 740
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-11 678	-10 332
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>136 619</b>	<b>136 548</b>
Coût du risque	34	-29 248	-25 154
Résultat d'exploitation		107 371	111 394
Résultat net sur actifs immobilisés	35	588	4 345
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>107 959</b>	<b>115 739</b>
Résultat exceptionnel			
Impôts sur les bénéfices	36	-12 738	-14 637
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-3 602	-10 000
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>91 619</b>	<b>91 102</b>

## III. — Annexes au comptes annuels.

### Note 1. – Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice.

#### Note 1.1. Cadre juridique et financier.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne, 84 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 62,45 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 37,55 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

## **Note 1.2. Relations internes au Crédit Agricole**

### **Mécanismes financiers internes**

L'appartenance de la Caisse régionale de Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

- Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

- Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne-logement, livret épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

- Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition. Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

- Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

**Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2017/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2<sup>[1]</sup>. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette<sup>[2]</sup>, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

<sup>[1]</sup> Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

<sup>[2]</sup> Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 51 1-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### **Note 1.3. Événements significatifs relatifs à l'exercice 2024**

#### **Risque de crédit**

Le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

En 2024, le fort niveau persistant d'incertitudes économiques et géopolitiques (conflit en Ukraine, tensions sur les matières premières et sur l'énergie, hausse de l'inflation et des taux) a conduit Crédit Agricole SA et le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne à réévaluer les hypothèses de calcul des pertes de crédit attendues (ECL) :

- Crédit Agricole SA a ajusté les prévisions macro-économiques prospectives du forward looking central (FLC) utilisées pour le calcul des pertes de crédit attendues, et a mis à jour un certain nombre de paramètres de calcul notamment une évolution de l'arbre de dégradation central : mise en œuvre au T4 2024 sur l'ensemble des entités du groupe de l'application explicite d'un seuil LCRE (Low Credit Risk Exemption) et en modifiant le seuil de dégradation relatif Béta à 3 contre une fourchette de 1,5 à 3 précédemment.

Cette introduction de nouveaux éléments de modélisation a eu un effet favorable sur le dernier trimestre 2024 dans le calcul des ECL centraux.

- le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a réalisé une revue de son portefeuille de crédits qui l'a conduite à mettre à jour son forward looking local (FLL), afin notamment de ne pas démultiplier les effets du nouveau modèle inflation central, de la manière suivante :

- Refonte des chocs sur PD et LGD des filières Habitat > 25 ans, Locatif, BTP et Viticulture 21
- Refonte partielle des chocs sur la filière Commerce
- Création d'une filière Habitat < 25 ans
- Création d'une filière déclassante concernant le secteur Automobile (demande du Comité de Coordination de Crédit Agricole SA du 12 décembre 2024)
- Revue du périmètre de chaque filière et élargissement des filières Culture, Elevage et Commerce (ajouts de codes NAF et intégration des encours Corporate)
- Suppression des filières Autres industries (exposition < 50 M€), Ukraine (exposition nulle) et Maisons de retraite (exposition < 50 M€)
- Suppression du déclassement manuel en Stage 2 des filières uniquement Corporate
- Ajustement à la baisse des CLARC sur toutes les filières, déjà pris en compte précédemment dans les chocs locaux.
- Scission en deux filières (une Retail et une Corporate) pour la filière Industrie Lourde
- Plafonnement de la LGD structurelle sur les filières Habitat : la LGD structurelle de ces filières a été ramenée à 1,2 afin de respecter les seuils fixés par le groupe Crédit Agricole.

Les actualisations des modèles de Crédit Agricole SA et de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne, ainsi que l'évolution de la qualité du portefeuille de crédits de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne ont conduit aux évolutions suivantes :

- Diminution de 103 M€, soit -0,7 %, des expositions de créances saines et dégradées (15.191 M€ au 31 décembre 2024 vs 15.294 M€ au 31 décembre 2023) ;
- Augmentation de + 7,4 M€, soit + 5,3 %, du montant des provisions sur ces créances (145,3 M€ au 31 décembre 2024 vs 137,9 M€ au 31 décembre 2023).

FCT Crédit Agricole Habitat 2024

Au 31/12/2024, une nouvelle opération de titrisation (FCT **Crédit Agricole Habitat** 2024) a été réalisée au sein du groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d'euros.

Les Caisses régionales ont souscrit pour 166,7 millions d'euros de titres subordonnés et pour 750 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (61%) et établissements de crédit (39%)) pour un montant de 750 M€.

Note 1.4. Evénements postérieurs à l'exercice 2024

Aucun événement n'est à signaler.

Note 2. – Principes et méthodes comptables.

Les états financiers de Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de 1ère application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2023-05 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-02 du 5 juillet 2024 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-03 du 6 septembre 2024 modifiant le règlement ANC N° 2017-02 du 5 juillet 2017 aux comptes annuels et consolidés du groupe Action Logement	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-01 du 5 avril 2024 modifiant le règlement ANC N° 2021-09 du 5 novembre 2021 relatif au plan comptable des organismes de placement collectif immobilier	Opérations à compter du 24/12/2024
Règlement N° 2020-07 du 4 décembre 2020 relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable	01/10/2023
Règlement N° 2021-09 du 5 novembre 2021 relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif immobilier	01/10/2023
Règlement ANC N° 2022-03 modifiant le règlement ANC N° 2020-07 du 4 décembre 2020 relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable	01/10/2023

Note 2.1. Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

### **Créances saines**

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

#### **— Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés**

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

#### **— La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »**

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

#### **— Gouvernance et mesure des ECL**

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois.

La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (*"Loss Given Default"* ou *"LGD"*).

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.



Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (« *Forward Looking* ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne applique des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

— Dégradation significative du risque de crédit :

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

### 1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2 (ECL à maturité), si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en Stage 2 dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bp. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

### 2. Critère absolu

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.

Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2.

L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (Stage 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteur ou indicateur de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

**Créances douteuses.** — Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

— Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux :

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— **Traitement comptable des dépréciations :**

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

**Passage en perte.** — L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

**Risques-pays.** — Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués du montant total des engagements non compromis, de bilan ou d'hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaillance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays.

**Créances restructurées.** — Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ou des difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

**Note 2.2. Portefeuille Titres.** — Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des

caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

**Titres de transaction.** — Ce sont des titres qui, à l'origine, sont :

- Soit acquis avec l'intention de les revendre ou vendus avec l'intention de les racheter à court terme ;
- Soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.

Ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sont également considérés comme des titres de transaction :

- Les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme ;
- Les titres faisant l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage effectuée sur un marché d'instruments financiers organisé ou assimilé.
- Les titres empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt, reclassés en « titres de transaction prêts ») dans le cadre des opérations de prêts / emprunts classés en titres de transaction et compensés avec les dettes représentatives de titres empruntés inscrites au passif du bilan.

Hormis dans les cas prévus par le règlement ANC 2014-07, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

La dette représentative des titres vendus à découvert est inscrite au passif de l'établissement cédant pour le prix de vente des titres frais exclus.

A chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des gains et pertes résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation ».

**Titres de placement.** — Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

— Obligations et autres titres à revenu fixe :

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

— Actions et autres titres à revenu variable :

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les en cours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique «

Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

**Titres d'investissement.** — Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

**Titres de l'activité de portefeuille.** — Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme.

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

**Prix de marché.** — Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

**Dates d'enregistrement.** — Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

**Pensions livrées.** — Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

**Reclassement de titres.** — Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne n'a pas opéré, en 2024, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

**Note 2.3. Immobilisations.**

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 50 ans
Second œuvre	20 à 30 ans
Installations techniques	10 à 20 ans
Agencements	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 7 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	4 à 5 ans (dégressif ou linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

**Note 2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,

- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### **Notes 2.5. Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées aux Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

#### **Note 2.6. Provisions**

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

#### **Note 2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)**

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

#### **Note 2.8. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

**Opérations de couverture.** — Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit

Agricole S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

**Opérations de marché.** — Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

**Risque de contrepartie sur les dérivés.** — Conformément au règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. À ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - *Credit Valuation Adjustment*).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

**Opérations complexes.** — Une opération complexe se définit comme une combinaison synthétique d'instruments (de types, natures et modes d'évaluation identiques ou différents) comptabilisée en un seul lot ou comme une opération dont la comptabilisation ne relève pas d'une réglementation explicite et qui implique, de la part de l'établissement, un choix de principe.

## Note 2.9. Opérations en devises

À chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

## Note 2.10. Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne.



Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

#### **Note 2.11. Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement**

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement, la participation et le plan d'épargne d'entreprise sont couverts par des accords signés le 27 juin 2024.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

#### **Note 2.12. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi**

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies  
Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2024, Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel. Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- Majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

**Plans de retraite – régimes à cotisations définies.** — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ».

Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

#### **Note 2.13. Charges et produits exceptionnels**

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne.

#### **Note 2.14. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)**

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

**Note 3. – Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et prêts :								
A vue	63 625				63 625	297	63 922	23 626
A terme	14 805	493	2 374	60 937	78 609	57	78 666	44 373
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée		81 497			81 497	126	81 623	
Prêts subordonnés				640	640		640	640
<b>Total</b>	<b>78 430</b>	<b>81 990</b>	<b>2 374</b>	<b>61 577</b>	<b>224 371</b>	<b>480</b>	<b>224 851</b>	<b>68 639</b>
Dépréciations								
<b>Valeur nette au bilan</b>							<b>224 851</b>	<b>68 639</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	509 436				509 436	2 316	511 752	720 626
Comptes et avances à terme	233 847	102 965	1 305 319	62 859	1 704 990	12 519	1 717 509	1 098 067
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
<b>Total</b>	<b>743 283</b>	<b>102 965</b>	<b>1 305 319</b>	<b>62 859</b>	<b>2 214 426</b>	<b>14 835</b>	<b>2 229 261</b>	<b>1 818 693</b>
Dépréciations								
<b>Valeur nette au bilan</b>							<b>2 229 261</b>	<b>1 818 693</b>
<b>Total</b>							<b>2 454 112</b>	<b>1 887 332</b>

**Commentaires :**

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 640 milliers d'euros.  
Parmi les créances sur les établissements de crédit, aucune n'est éligible au refinancement de la banque centrale.  
Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

**Note 4. – Opérations avec la clientèle.**

**Note 4.1. Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	6 798	5 247			12 045		12 045	13 978
Autres concours à la clientèle	809 137	1 570 412	4 728 357	6 894 061	14 001 967	62 174	14 064 141	13 899 424
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	48 655				48 655	1 047	49 702	45 069
<b>Dépréciations</b>							<b>-163 010</b>	<b>-157 765</b>

Valeur nette au bilan							13 962 878	13 800 706
-----------------------	--	--	--	--	--	--	------------	------------

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 1 212 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 1 671 087 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2024 contre 2 350 786 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 39 344 milliers au 31 décembre 2024 d'euros contre 39 647 milliers d'euros au 31 décembre 2023. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

Note 4.2. Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique

(En milliers d'Euros)		31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)		14 004 732	13 841 326
Autres pays de l'u.E.		37 170	36 327
Autres pays d'Europe		8 654	8 620
Amérique du Nord		3 103	3 284
Amérique Centrale et du Sud		113	120
Afrique et Moyen-Orient		4 650	4 597
Asie et Océanie (hors Japon)		3 975	3 875
Japon		270	286
Non ventilés et organismes internationaux			
Total en principal		14 062 667	13 898 435
Créances rattachées		63 221	60 036
Dépréciations		-163 010	-157 765
Valeur nette au bilan		13 962 878	13 800 706

Note 4.3. Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique :

(En milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DROM-COM)	14 067 838	279 958	88 754	-162 823	-80 061	13 901 239	268 963	83 166	-157 672	-78 086
Autres pays de l'u.E.	37 245	480	9	-95	-9	36 411	10	9	-10	-9
Autres pays d'Europe	8 665	202	3	-41		8 628	217		-41	
Amérique du Nord	3 121	95	3	-19		3 299	90	3	-17	
Amérique Centrale et du Sud	113					120				
Afrique et Moyen-Orient	4 657	162	54	-32	-9	4 609	133	60	-25	-8
Asie et Océanie (hors Japon)	3 978	1	1			3 879	2			
Japon	271					286				
Non ventilés et organismes internationaux										
Total	14 125 888	280 898	88 824	-163 010	-80 079	13 958 471	269 415	83 238	-157 765	-78 103

**Note 4.4. Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	6 695 822	87 139	18 166	-37 930	-14 294	6 711 419	81 895	19 264	-36 849	-15 365
Agriculteurs	2 569 461	47 089	13 894	-28 834	-13 470	2 511 416	44 742	14 157	-31 155	-13 916
Autres professionnels	1 107 342	36 780	10 413	-21 660	-10 052	1 102 215	36 711	11 242	-22 434	-10 874
Clientèle financière	449 323	17 378	3 027	-12 717	-3 027	363 339	11 234	1 231	-6 576	-1 231
Entreprises	2 645 972	92 123	43 160	-61 585	-39 072	2 551 538	94 122	37 111	-60 305	-36 484
Collectivités publiques	605 353					668 989				
Autres agents économiques	52 615	389	164	-284	-164	49 555	711	233	-446	-233
<b>Total</b>	<b>14 125 888</b>	<b>280 898</b>	<b>88 824</b>	<b>-163 010</b>	<b>-80 079</b>	<b>13 958 471</b>	<b>269 415</b>	<b>83 238</b>	<b>-157 765</b>	<b>-78 103</b>

**Note 5. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'actif de portefeuille**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :		10 326		206 201	216 527	137 096
Dont surcote restant à amortir		326		6 845	7 171	4 095
Dont décote restant à amortir				-11 877	-11 877	-6 535
Créances rattachées		241		1 154	1 395	784
Dépréciations		-166			-166	-311
<b>Valeur nette au bilan</b>		<b>10 401</b>		<b>207 355</b>	<b>217 756</b>	<b>137 570</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe (1) :						
Emis par organismes publics				212 326	212 326	177 766
Autres émetteurs		6 066		311 613	317 679	297 056
Dont surcote restant à amortir				8 057	8 057	6 689
Dont décote restant à amortir				-16 490	-16 490	-17 494
Créances rattachées		352		3 134	3 486	2 954
Dépréciations		-799			-799	-688
<b>Valeur nette au bilan</b>		<b>5 619</b>		<b>527 073</b>	<b>532 692</b>	<b>477 088</b>
Actions et autres titres à revenu variable		193 630			193 630	107 108
Créances rattachées						
Dépréciations		-1 795			-1 795	-1 249
Valeur nette au bilan		191 835			191 835	105 859
<b>Total</b>		<b>207 855</b>		<b>734 428</b>	<b>942 283</b>	<b>720 517</b>
Valeurs estimatives		210 570		686 204	896 774	679 434

1) dont 14 465 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2024 et 12 075 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Aucune cession de titres d'investissement n'est intervenue avant l'échéance durant l'exercice.

**Valeurs estimatives :**

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 3 308 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 2 011 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 3 252 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 5 177 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -47 188 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre -44 533 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

**Note 5.1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Administration et banques centrales (y compris Etats)	179 479	151 859
Etablissements de crédit	197 062	194 570
Clientèle financière	220 439	116 711
Collectivités locales	32 847	25 907
Entreprises, assurances et autres clientèles	93 808	92 883
Divers et non ventilés		
<b>Total en principal</b>	<b>723 635</b>	<b>581 930</b>
Créances rattachées	3 486	2 954
Dépréciations	-2 594	-1 937
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>724 527</b>	<b>582 947</b>

**Note 5.2. Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	530 005	216 527	193 630	940 162	474 822	137 096	107 108	719 026
Dont titres cotés	500 939	216 527		717 466	448 147	137 096		585 243
Dont titres non cotés (1)	29 066		193 630	222 696	26 675		107 108	133 783
Créances rattachées	3 486	1 395		4 881	2 954	784		3 738
Dépréciations	-799	-166	-1 795	-2 760	-688	-311	-1 249	-2 248
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>532 692</b>	<b>217 756</b>	<b>191 835</b>	<b>942 283</b>	<b>477 088</b>	<b>137 569</b>	<b>105 859</b>	<b>720 516</b>

1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :

- OPC français 188 335 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 145 672 milliers d'euros)
- OPC étrangers 3 500 milliers d'euros (dont OPC étrangers de capitalisation 300 milliers d'euros)

Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 191 835 d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2024 s'élève à 195 143 d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2024 :

(En milliers d'Euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPC monétaires		
OPC obligataires	105 144	105 611
OPC actions	60 892	61 933
OPC autres	25 799	27 599
<b>Total</b>	<b>191 835</b>	<b>195 143</b>

**Note 5.3. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur brute		27 877	145 743	356 385	530 005	3 486	533 491	477 776
Dépréciations							-799	-688
<b>Valeur nette au bilan</b>		<b>27 877</b>	<b>145 743</b>	<b>356 385</b>	<b>530 005</b>	<b>3 486</b>	<b>532 692</b>	<b>477 088</b>
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur brute		5 106	60 280	151 141	216 527	1 395	217 922	137 880
Dépréciations							-166	-311
<b>Valeur nette au bilan</b>		<b>5 106</b>	<b>60 280</b>	<b>151 141</b>	<b>216 527</b>	<b>1 395</b>	<b>217 756</b>	<b>137 569</b>

**Note 5.4. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Encours bruts	Dont Encours douteux	Encours bruts	Dont Encours douteux
France (y compris DROM-COM)	473 776		362 378	
Autres pays de l'U.E.	251 764		228 769	
Autres pays d'Europe	6 615		6 616	
Amérique du Nord	14 377		14 155	
Amérique Centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
<b>Total en principal</b>	<b>746 532</b>		<b>611 918</b>	
Créances rattachées	4 881		3 738	
Dépréciations	-965		-999	
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>750 448</b>		<b>614 657</b>	

**Note 6. – Titres de participation et de filiales.**

Sauf mention spécifique en foot note, les données présentées concernant les capitaux propres et le résultat sont des informations au 31 décembre 2023.

Titres de participation et autres titres détenus a long terme En milliers d'Euros	Capital détenu	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Comptes courants nets	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
			Brutes	Nettes				
Titres de participation dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la caisse régionale								
- Participations dans des établissements de crédit								
<b>SAS la Boétie</b>	95 750	3,01%	764 617	764 617		21 589 050	1 895 511	59 365
48 rue la Boétie 75008 PARIS								
- Participations dans des entreprises liées								
<b>SAS CADINVEST (a)</b>	8 000	100%	8 000	8 000		8 988	457	2 102
18, rue Davout 21000 Dijon								
<b>SAS CACB IMMOBILIER</b>	9 302	100%	9 302	4 599		4 599	-330	
42, rue de Mulhouse 21000 Dijon								
<b>SAS ACTIF' INVEST</b>	10 000	100%	10 000	10 000		10 574	248	
18, rue Davout 21000 Dijon								
<b>SAS CREINVEST</b>	2 000	100%	2 000	1 137		1 242	-123	
18, rue Davout 21000 Dijon								
- Autres titres de participation								
<b>SAS SACAM INTERNATIONAL</b>	15 740	3,02%	27 138	21 186		575 841	90 492	814
48 rue la Boétie 75008 PARIS								
<b>SAS SACAM DEVELOPPEMENT</b>	21 952	3,03%	22 108	22 108	10 339	836 753	72 131	1 178
48 rue la Boétie 75008 PARIS								
<b>SAS SACAM AVENIR</b>	6 551	2,36%	8 874	6 542		277 424	-49	
48 rue la Boétie 75008 PARIS								
<b>SAS SACAM PARTICIPATIONS</b>	1 554	2,48%	1 799	1 799		87 495	2 749	
48 rue la Boétie 75008 PARIS								
<b>SAS CA CAPITAL PME</b>	5 377	10,21%	6 582	6 582		73 978	12 548	1 437
1 rue P. Truchis 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR								
<b>SAS CA CAPITAL PME 2</b>	10 000	10,00%	10 000	10 000		98 039	85	
1 rue P. Truchis 69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR								
<b>SAS SACAM IMMOBILIER</b>	4 211	2,43%	4 420	4 420		187 787	4 447	59
48 rue la Boétie 75008 PARIS								
<b>SAS C2MS</b>	1 185	2,23%	2 104	2 104		66 088	2 996	45
Zac val d'orson 37772 vern sur seiche								
<b>SAS DELTA</b>	2 049	2,58%	2 049	2 049		77 727	-34	
48 rue la Boétie 75008 PARIS								
<b>SAS GRANDS CRUS INVESTISSEMENTS</b>	942	2,09%	1 486	1 486		75 143	-954	
100 Bd de Montparnasse 75014 Paris								
<b>SAS SACAM MUTUALISATION</b>	393 157	2,12%	393 157	393 157		18 568 379	262 902	5 441
48 rue la Boétie 75008 PARIS								
<b>SAS SACAM FIRECA</b>	1 529	2,21%	2 367	1 169		52 949	-4 586	
48 rue la Boétie 75008 PARIS								
<b>SECALINVEST PARTICIPATIONS (B)</b>	1 700	14,62%	1 700	1 700		11 609	-7	
4bd de Beauregard 21600 LONGVIC								
<b>SACAM TRANSITION ENERGIE (c)</b>	8 672	2,17%	8 672	8 672		42	-8	
48 rue la Boétie 75008 PARIS								
<b>Financière des grands vignobles de bourgogne</b>	398	8,70%	21 129	21 129		12 817	-93	
70 av. Edouard Herriot 71000 Macon								
<b>Autres titres</b>								
- Participations dans des entreprises liées			7 536	0				
- Autres titres de participation			11 209	9 888	1 125			591
- Autres immobilisations financières			14 693	14 342				
<b>Total titres de participation et autres titres détenus a long terme</b>			<b>1 340 942</b>	<b>1 316 686</b>	<b>11 464</b>			<b>71 032</b>
(A) société consolidée - éléments au 31 décembre 2024 sous réserve d'approbation (B) éléments au 30 juin 2024 (C) éléments du premier exercice au 31 décembre 2023								

**Valeur estimative des titres de participation :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<b>Parts dans les entreprises liées</b>				
Titres non cotés	36 838	29 784	36 738	29 729
Titres cotés				
Avances consolidables	2 980	630	2 350	
Créances rattachées	2 123	2 123		
Dépréciations	-15 452		-14 363	
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>26 489</b>	<b>32 537</b>	<b>24 725</b>	<b>29 729</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>				
<b>Titres de participation</b>				
Titres non cotés	1 289 409	1 925 474	1 231 221	1 762 208
Titres cotés				
Avances consolidables	10 835	10 835	40 830	40 830
Créances rattachées	148	148	349	349
Dépréciations	-10 803		-13 623	
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>1 289 589</b>	<b>1 936 457</b>	<b>1 258 777</b>	<b>1 803 387</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Titres non cotés	14 691	15 230	13 697	14 592
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-352		-121	
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>14 339</b>	<b>15 230</b>	<b>13 576</b>	<b>14 592</b>
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>1 303 928</b>	<b>1 951 687</b>	<b>1 272 353</b>	<b>1 817 979</b>
<b>Total des titres de participation</b>	<b>1 330 417</b>	<b>1 984 224</b>	<b>1 297 078</b>	<b>1 847 708</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<b>Total valeurs brutes</b>				
Titres non cotés	1 340 938		1 281 656	
Titres cotés				
<b>Total</b>	<b>1 340 938</b>		<b>1 281 656</b>	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.



**Note 7. – Variation de l'actif immobilisé.****Immobilisations financières :**

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2024
<b>Parts dans les entreprises liées</b>					
Valeurs brutes	36 738	1 500	-1 400		36 838
Avances consolidables	2 350	1 130	-500		2 980
Créances rattachées		2 123			2 123
Dépréciations	-14 363	-2 489	1 400		-15 452
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>24 725</b>	<b>2 264</b>	<b>-500</b>		<b>26 489</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>					
<b>Titres de participation</b>					
Valeurs brutes	1 231 221	59 169	-981		1 289 409
Avances consolidables	40 830		-29 995		10 835
Créances rattachées	349	148	-349		148
Dépréciations	-13 623	-147	2 967		-10 803
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>1 258 777</b>	<b>59 170</b>	<b>-28 358</b>		<b>1 289 589</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>					
Valeurs brutes	13 697	1 000	-6		14 691
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-121	-389	158		-352
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>13 576</b>	<b>611</b>	<b>152</b>		<b>14 339</b>
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>1 272 353</b>	<b>59 781</b>	<b>-28 206</b>		<b>1 303 928</b>
<b>Total</b>	<b>1 297 078</b>	<b>62 045</b>	<b>-28 706</b>		<b>1 330 417</b>
<i>(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.</i>					

**Immobilisations corporelles et incorporelles :**

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2024
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes	251 746	25 722	-8 570		268 898
Amortissements et dépréciations	-149 067	-11 808	4 466		-156 409
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>102 679</b>	<b>13 914</b>	<b>-4 104</b>		<b>112 489</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes	2 304	7	-214		2 097
Amortissements et dépréciations	-2 263	-234	428		-2 069
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>41</b>	<b>-227</b>	<b>214</b>		<b>28</b>
<b>Total</b>	<b>102 720</b>	<b>13 687</b>	<b>-3 890</b>		<b>517</b>
<i>(1) aucun reclassement sur l'exercice.</i>					

**Note 8. – Comptes de régularisation et actifs divers.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Autres actifs (1)</b>		
Instruments conditionnels achetés	335	309
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers (2)	116 186	96 394
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	234	154
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>116 755</b>	<b>96 857</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	54 198	94 537
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	203	32
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	7 242	741
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	16 514	20 550
Autres produits à recevoir	63 801	95 706
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	1 989	1 182
Valeur nette au bilan	143 947	212 748
<b>Total</b>	<b>260 702</b>	<b>309 605</b>

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 3 574 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 3 522 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2024, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 52 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 180 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (Cf. note 39 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique.

**Note 9. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif.**

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Sur opérations interbancaires et assimilées	311		-144			167
Sur créances clientèle	157 765	52 895	-46 377	-1 273		163 010
Sur opérations sur titres	1 937	750	-93			2 594
Sur valeurs immobilisées	29 460	3 125	-4 889			27 696
Sur autres actifs	1 152					1 152
<b>Total</b>	<b>190 625</b>	<b>56 770</b>	<b>-51 503</b>	<b>-1 273</b>		<b>194 619</b>

**Note 10. – Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et emprunts :								
A vue	22 826				22 826	1	22 827	9 716
A terme	1 500		2 500	59 760	63 760	368	64 128	42 660
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée		81 497			81 497	111	81 608	
<b>Valeur au bilan</b>	<b>24 326</b>	<b>81 497</b>	<b>2 500</b>	<b>59 760</b>	<b>168 083</b>	<b>480</b>	<b>168 563</b>	<b>52 376</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	15 962				15 962	141	16 103	24 294
Comptes et avances à terme	1 086 250	1 887 923	4 310 013	2 133 149	9 417 335	18 794	9 436 129	8 901 813
Titres donnés en pension livrée								
Valeur au bilan	1 102 212	1 887 923	4 310 013	2 133 149	9 433 297	18 935	9 452 232	8 926 107
<b>Total</b>	<b>1 126 538</b>	<b>1 969 420</b>	<b>4 312 513</b>	<b>2 192 909</b>	<b>9 601 380</b>	<b>19 415</b>	<b>9 620 795</b>	<b>8 978 483</b>

*Opérations internes au Crédit Agricole* : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale [Cf. *Cadre Juridique et Financier*].

**Note 11. – Comptes créditeurs de la clientèle.****Note 11.1. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	4 484 125				4 484 125	4 690	4 488 815	4 601 925
Comptes d'épargne à régime spécial :	66 523				66 523		66 523	73 493
A vue	66 523				66 523		66 523	73 493
A terme								
Autres dettes envers la clientèle :	236 606	432 351	1 156 672	72	1 825 701	26 910	1 852 611	1 455 477
A vue	20 827				20 827	99	20 926	34 946
A terme	215 779	432 351	1 156 672	72	1 804 874	26 811	1 831 685	1 420 531
Valeurs données en pension livrée								
<b>Valeur au bilan</b>	<b>4 787 254</b>	<b>432 351</b>	<b>1 156 672</b>	<b>72</b>	<b>6 376 349</b>	<b>31 600</b>	<b>6 407 949</b>	<b>6 130 895</b>

**Note 11.2. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par zone géographique :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	6 333 616	6 068 173
Autres pays de l'U.E.	17 159	21 815
Autres pays d'Europe	10 891	10 693
Amérique du Nord	5 906	5 451
Amérique Centrale et du Sud	456	271
Afrique et Moyen-Orient	4 051	4 088
Asie et Océanie (hors Japon)	4 138	2 845
Japon	132	247
Non ventilés et organismes internationaux		
<b>Total en principal</b>	<b>6 376 349</b>	<b>6 113 583</b>
Dettes rattachées	31 600	17 312
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 407 949</b>	<b>6 130 895</b>

**Note 11.3. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Particuliers	2 704 320	2 580 567
Agriculteurs	1 178 020	1 164 645
Autres professionnels	314 276	308 900
Clientèle financière	246 053	212 124
Entreprises	1 718 367	1 650 790
Collectivités publiques	21 095	6 227
Autres agents économiques	194 218	190 330
<b>Total en principal</b>	<b>6 376 349</b>	<b>6 113 583</b>
Dettes rattachées	31 600	17 312
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 407 949</b>	<b>6 130 895</b>

**Note 12. – Dettes représentées par un titre.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables (1)								
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
<b>Valeur nette au bilan</b>								
(1) pas de titre émis à l'étranger								

**Note 13 .- Comptes de régularisation et passifs divers.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs (1)		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		2
Instruments conditionnels vendus	335	309
Comptes de règlement et de négociation	30	5
Créditeurs divers	156 310	236 822
Versements restant à effectuer sur titres	53 594	46 848
<b>Valeur au bilan</b>	<b>210 269</b>	<b>283 986</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	47 393	6 381
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	214	23
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance	63 084	47 703
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	9 129	7 374
Autres charges à payer	45 374	88 451
Autres comptes de régularisation	4 571	12 502
<b>Valeur au bilan</b>	<b>169 765</b>	<b>162 434</b>
<b>Total</b>	<b>380 034</b>	<b>446 420</b>
<i>(1) Les montants incluent les dettes rattachées.</i>		

**Note 14. – Provisions.**

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	47	54		-6		95
Provisions pour autres engagements sociaux	902	111	-87	-28		898
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	14 448	44 498	-409	-39 792		18 745
Provisions pour litiges fiscaux (1)						
Provisions pour autres litiges	1 219	297	-92	-602		822
Provisions pour risques pays (2)						
Provisions pour risques de crédit (3)	127 601	335 372		-329 536		133 437
Provisions pour restructurations (4)						
Provisions pour impôts (5)						
Provisions sur participations (6)	716	394		-330		780
Provisions pour risques opérationnels (7)	14 390	3 672	-600	-4 714		12 748
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (8)	5 694			-1 435		4 259
Autres provisions (9)	2 641	3 575	-1 430	-142		4 644
<b>Valeur au bilan</b>	<b>167 658</b>	<b>387 973</b>	<b>-2 618</b>	<b>-376 585</b>		<b>176 428</b>
<p>(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.</p> <p>(2) La provision pour risques pays couvre le risque de contrepartie sur des débiteurs privés ou publics, lié à la situation économique des pays dont ils dépendent (nationalité et /ou résidence).</p> <p>(3) dont provisions non affectées, établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles CRR/CRD4 :  - provisions pour engagements de garantie et de financement sur crédits sains pour 5 762 milliers d'euros et sur crédits dégradés pour 6 125 milliers d'euros au 31 décembre 2024  - provisions pour risques de crédits sains pour 32 246 milliers d'euros et de crédits dégradés pour 101 191 milliers d'euros au 31 décembre 2024</p> <p>(4) Notamment provisions relatives aux fusions, regroupement de moyens ...</p> <p>(5) Comprend notamment les impôts dus aux filiales dans le cadre de l'intégration fiscale</p> <p>(6) Concerne les risques de pertes de nos titres de participation (Y compris sociétés en participation, GIE, risques immobiliers de participations ...)</p> <p>(7) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.</p> <p>(8) Cf note 15 ci-après</p> <p>(9) Y compris les provisions pour intérêts des DAT à taux progressifs.</p>						

**Note 15. – Epargne logement.****— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	101 003	172 731
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	462 311	198 539
Ancienneté de plus de 10 ans	1 537 678	2 007 759
Total plans d'épargne-logement	2 100 992	2 379 029
Total comptes épargne-logement	296 233	293 840
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>2 397 225</b>	<b>2 672 869</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

**— Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023 (1)
Plans d'épargne-logement	11 476	2 576
Comptes épargne-logement	6 242	3 481
<b>Total encours de crédit en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>17 718</b>	<b>6 057</b>
<i>(1) Une régularisation a été effectuée sur ces données</i>		

**— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	385	879
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	320	604
Ancienneté de plus de 10 ans	3 438	4 078
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>4 143</b>	<b>5 561</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>116</b>	<b>133</b>
<b>Total provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>4 259</b>	<b>5 694</b>

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 4 259 milliers d'euros.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours.

Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2,5%, 2%, 1,5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0,1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 6,70 % pour les Caisses régionales. Une hausse de 0,1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 17,99 % pour la Caisse régionale.

Il est à noter que la mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Épargne Logement aurait entraîné un niveau de provision de 2 386 milliers d'euros, soit une reprise mécanique de 44 % du montant provisionné, en lien avec une baisse des taux annuels moyens de près de 50bps.

**Note 16. – Engagements sociaux : avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies.**

**Variations de la dette actuarielle**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dette actuarielle à l'ouverture	31 925	29 620
Coût des services rendus sur l'exercice	2 466	2 342
Coût financier	1 016	1 057
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		-876
Variation de périmètre	45	-29
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	-2 523	-1 654
(Gains) / pertes actuariels	-160	1 465
Autres mouvements		
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>32 769</b>	<b>31 925</b>

**Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Coût des services rendus	2 466	2 342
Coût financier	1 016	1 057
Rendement attendu des actifs	-960	-1 125
Coût des services passés		-876
(Gains) / pertes actuariels net	215	57
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes		
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	-295	-615
<b>Charge nette comptabilisée au compte de résultat</b>	<b>2 442</b>	<b>840</b>

**Variations de juste valeur des actifs des régimes :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture</b>	<b>30 660</b>	<b>30 627</b>
Rendement attendu des actifs	960	1 125
Gains / (pertes) actuariels	-41	-312
Cotisations payées par l'employeur	2 212	903
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	45	-29
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	-2 523	-1 654
Autres mouvements		
<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement à la clôture</b>	<b>31 313</b>	<b>30 660</b>

**Composition des actifs des régimes**

La Caisse Régionale de Champagne-Bourgogne a souscrit des polices d'assurance en couverture de ses engagements, dont les actifs des régimes sont constitués de polices d'assurances éligibles.

Une police d'assurance éligible est une police d'assurance émise par une compagnie d'assurance qui n'est pas une partie liée à l'entreprise présentant les états financiers, si les produits des contrats d'assurance :

- peuvent être utilisés uniquement pour payer ou attribuer des avantages au personnel dans le cadre d'un régime à prestations définies ;
- sont hors de portée des créanciers de l'entreprise présentant les états financiers (même en cas de faillite) et ne peuvent pas être restituées à l'entreprise présentant les états financiers, à moins que :

- les produits restitués correspondent à un excédent d'actifs non nécessaires pour satisfaire toutes les obligations couvertes par le contrat d'assurances ; ou
- les produits sont restitués à l'entreprise présentant les états financiers en remboursement des avantages déjà payés par elle au personnel.

— Variations de la provision :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dette actuarielle à la clôture	-32 769	-31 925
Impact de la limitation d'actifs		-294
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	1 362	1 695
Juste valeur des actifs fin de période	31 313	30 660
Position nette (passif)/ actifs a la cloture	94	136

— Rendement des actifs des régimes :

Information sur les actifs des régimes	31/12/2024	31/12/2023
Composition des actifs :		
-% D'obligations	72%	71%
-% D'actions	18%	18%
-% Autres actifs	10%	11%

— Hypothèses actuarielles utilisées :

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de - 5,69% ;
- une variation de moins 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de + 6,24%.

Note 17. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<b>Dettes subordonnées à terme</b>								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ								
Franc suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
<b>Titres et emprunts participatifs</b>								
<b>Autres emprunts subordonnés à terme</b>								
<b>Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)</b>								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ								
Franc suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Placement des fonds propres des Caisses Locales		120 355		98 540	218 895	19	218 914	216 760
Dépôts de garantie à caractère mutuel								
<b>Valeur au bilan</b>		<b>120 355</b>		<b>98 540</b>	<b>218 895</b>	<b>19</b>	<b>218 914</b>	<b>216 760</b>
<i>(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en &gt; 5 ans. Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 7 346 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 6 246 milliers d'euros au 31 décembre 2023.</i>								



**Note 18. – Variation des capitaux propres (avant répartition).****— Variation des capitaux propres :**

(En milliers d'Euros)	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecart conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31/12/2022</b>	<b>112 396</b>	<b>1 197 189</b>	<b>409 164</b>	<b>207 358</b>	<b>31 851</b>	<b>91</b>	<b>87 002</b>	<b>2 045 051</b>
Dividendes versés au titre de N-2							-9 805	-9 805
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-2		57 898	19 299				-77 197	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N-1						-11	91 102	91 091
Autres variations								
<b>Solde au 31/12/2023</b>	<b>112 396</b>	<b>1 255 087</b>	<b>428 463</b>	<b>207 358</b>	<b>31 851</b>	<b>80</b>	<b>91 102</b>	<b>2 126 337</b>
Dividendes versés au titre de N-1							-10 728	-10 728
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		60 280	20 094				-80 374	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N						87	91 619	91 706
Autres variations								
<b>Solde au 31/12/2024</b>	<b>112 396</b>	<b>1 315 367</b>	<b>448 557</b>	<b>207 358</b>	<b>31 851</b>	<b>167</b>	<b>91 619</b>	<b>2 207 315</b>

*Primes, autres réserves et report à nouveau :*

Dont 95 055 milliers d'euros de primes d'émission, dont 112 303 milliers d'euros de primes de fusion.

	Nbre de titres	Valeur nominale au 31/12/2024 en milliers d'euros	% de répartition
Parts sociales détenues par les Caisses Locales	5 206 045	79 392	71%
Parts sociales détenues par des autres détenteurs	36	1	/
Parts sociales détenues par SACAM Mutualisation	2	0	/
Certificats coopératifs d'associés détenus par SACAM Mutualisation	1 842 570	28 099	25%
Certificats coopératifs d'associés détenus par le Public et les Caisses Locales	321 548	4 904	4%
<b>Total</b>	<b>7 370 201</b>	<b>112 396</b>	<b>100%</b>

**Note 19.- Composition des capitaux propres.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres hors FRBG	2 207 315	2 126 337
Fonds pour risques bancaires généraux	103 769	100 269
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>2 311 084</b>	<b>2 226 606</b>

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 218 914 milliers d'euros au 31 décembre 2024 et 216 760 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

**Note 20. – Operations effectuees en devises****Contributions par devise au bilan**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	19 044 088	18 858 434	18 045 735	17 931 162
Autres devises de l'Union Europ				
Franc suisse	264	264	264	264
Dollar	32 704	32 704	21 506	21 506
Yen	82	82	86	86
Autres devises	2 921	2 921	3 840	3 840
<b>Valeur brute</b>	<b>19 080 059</b>	<b>18 894 405</b>	<b>18 071 431</b>	<b>17 956 858</b>
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	229 763	220 799	286 017	209 964
Dépréciations	-194 618		-190 626	
<b>Total</b>	<b>19 115 204</b>	<b>19 115 204</b>	<b>18 166 822</b>	<b>18 166 822</b>

**Note 21. – Operations de change, prêts et emprunts en devises**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
<b>Opérations de change au comptant</b>				
Devises				
Euros				
<b>Opérations de change à terme</b>	<b>6 406</b>	<b>6 403</b>	<b>13 821</b>	<b>13 796</b>
Devises	3 311	3 311	6 892	6 871
Euros	3 095	3 092	6 929	6 925
Prêts et emprunts en devises				
<b>Total</b>	<b>6 406</b>	<b>6 403</b>	<b>13 821</b>	<b>13 796</b>

Note 22.- Operations sur instruments financiers à terme.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
<b>Opérations fermes</b>	<b>4 534 534</b>	<b>166 611</b>	<b>4 701 145</b>	<b>4 440 137</b>
<b>Opérations sur marchés organisés (1)</b>				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
<b>Opérations de gré à gré (1)</b>	<b>4 534 534</b>	<b>166 611</b>	<b>4 701 145</b>	<b>4 440 137</b>
Swaps de taux d'intérêt	4 534 534	165 956	4 700 490	4 439 482
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Fra				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		655	655	655
Autres contrats à terme				
<b>Opérations conditionnelles</b>		<b>160 516</b>	<b>160 516</b>	<b>193 706</b>
<b>Opérations sur marchés organisés</b>				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Opérations de gré à gré</b>		<b>160 516</b>	<b>160 516</b>	<b>193 706</b>
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés		53 217	53 217	59 500
Vendus		53 217	53 217	59 500
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		27 041	27 041	37 353
Vendus		27 041	27 041	37 353
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
<b>Dérivés de crédit</b>				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
<b>Total</b>	<b>4 534 534</b>	<b>327 127</b>	<b>4 861 661</b>	<b>4 633 843</b>
(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).				

**Note 22.1. Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle**

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2024			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	23 530	30 552		23 530	30 552				
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	693 944	1 679 437	2 327 109	693 944	1 679 437	2 327 109			
Caps, floors, collars	2 100	104 334		2 100	104 334				
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		655			655				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
<b>Sous total</b>	<b>719 574</b>	<b>1 814 978</b>	<b>2 327 109</b>	<b>719 574</b>	<b>1 814 978</b>	<b>2 327 109</b>			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	12 810			12 810					
Sous total	12 810			12 810					
<b>Total</b>	<b>732 384</b>	<b>1 814 978</b>	<b>2 327 109</b>	<b>732 384</b>	<b>1 814 978</b>	<b>2 327 109</b>			

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2023			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	59 573	15 133		59 573	15 133				
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	272 984	1 787 661	2 378 837	272 984	1 787 661	2 378 837			
Caps, floors, collars	857	110 143	8 000	857	110 143	8 000			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		655			655				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
<b>Sous total</b>	<b>333 414</b>	<b>1 913 592</b>	<b>2 386 837</b>	<b>333 414</b>	<b>1 913 592</b>	<b>2 386 837</b>			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	27 617			27 617					
<b>Sous total</b>	<b>27 617</b>			<b>27 617</b>					
<b>Total</b>	<b>361 031</b>	<b>1 913 592</b>	<b>2 386 837</b>	<b>361 031</b>	<b>1 913 592</b>	<b>2 386 837</b>			

**Note 22.2. Instruments financiers à terme : juste valeur**

(En milliers d'Euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2024	Juste Valeur Négative au 31/12/2024	Encours Notionnel au 31/12/2024	Juste Valeur Positive au 31/12/2023	Juste Valeur Négative au 31/12/2023	Encours Notionnel au 31/12/2023
Futures						
Options de change	769	769	54 082	569	495	74 706
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	153 466	99 922	4 700 490	222 432	77 048	4 439 482
Caps, floors, collars	652	652	106 434	1 060	1 060	119 000
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices	32		655	66		655
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
<b>Sous total</b>	<b>154 919</b>	<b>101 343</b>	<b>4 861 661</b>	<b>224 127</b>	<b>78 603</b>	<b>4 633 843</b>
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	224	221	12 810	72	72	27 617
<b>Sous total</b>	<b>224</b>	<b>221</b>	<b>12 810</b>	<b>72</b>	<b>72</b>	<b>27 617</b>
<b>Total</b>	<b>155 143</b>	<b>101 564</b>	<b>4 874 471</b>	<b>224 199</b>	<b>78 675</b>	<b>4 661 460</b>

**Note 23. – Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés.**

La gestion du risque de contrepartie (entreprises, banques, institutionnels) s'appuie sur :

- une organisation par unité spécialisée et par métier rapportant à la Direction Générale.
- les procédures internes qui fixent les règles de prise et de suivi du risque s'appliquant aux divers opérateurs de l'établissement. Ce principe de fixation d'une limite d'engagement est appliqué à tout type de contrepartie : entreprise, banque, institution financière, entités étatiques ou parapubliques. De même, les interventions en risque sur des contreparties contrôlées ou résidant dans un pays n'appartenant pas à l'OCDE sont plafonnées pays par pays, tous types d'opérations et d'interventions confondus. Ces « limites-pays » sont révisables périodiquement.
- des méthodologies de mesure des risques. Ainsi, chaque contrepartie dispose d'une limite maximale d'engagement incluant l'ensemble des opérations.

L'exposition de l'établissement aux risques de contrepartie sur les instruments à terme et optionnels sur taux d'intérêt, change, matières premières et métaux précieux peut être mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (*add-on*) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats.

Au 31 décembre 2024, la valeur de marché de ces instruments, après prise en compte (ou non prise en compte) des effets de la compensation et de la collatéralisation, s'élève à 654 milliers d'euros. Elle se décompose de la façon suivante par types de contreparties :

- gouvernements et banques centrales de l'OCDE : néant
- établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés : néant
- autres contreparties : 654 milliers d'euros.

Le risque de crédit potentiel estimé sur la base des facteurs de majoration réglementaires s'élève à 45 600 milliers d'euros, réparti de la façon suivante sur les différents types de contreparties :

- gouvernements et banques centrales de l'OCDE : néant
- établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés : 44 907 milliers d'euros
- autres contreparties : 693 milliers d'euros

**Note 24. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>1 424 131</b>	<b>1 510 987</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 424 131	1 510 987
<b>Engagements de garantie</b>	<b>425 011</b>	<b>427 323</b>
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	2 200	15 418
Engagements d'ordre de la clientèle	422 811	411 905
<b>Engagements sur titres</b>	<b>468</b>	<b>696</b>
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	468	696
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement	9 547	12 308
Engagements reçus d'établissements de crédit	9 547	12 308
Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>4 582 581</b>	<b>4 551 556</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	731 908	742 726
Engagements reçus de la clientèle	3 850 673	3 808 830
<b>Engagements sur titres</b>	<b>13 468</b>	<b>3 896</b>
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	13 468	3 896

**Note 25. – Actifs donnés et reçus en garantie.****Créances apportées en garantie :**

Au cours de l'année 2024, Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a apporté 4 819 022 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 5 500 808 milliers d'euros en 2023. Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne a apporté :

- 1 632 239 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 328 394 milliers d'euros en 2023 ;
- 115 526 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 115 503 milliers d'euros en 2023 ;
- 3 071 258 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 3 056 911 milliers d'euros en 2023.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

En conséquence, Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne ne postera plus de créance immobilière auprès de la Banque de France.

**Note 26. – Engagements donnés aux entreprises liées.**

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne est engagé dans la limite de ses fonds propres à couvrir une éventuelle insuffisance d'actif de la société Crédit Agricole S.A. au bénéfice des tiers et créanciers de celle-ci.

**Note 27. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	9 990	5 895
Sur opérations internes au Crédit Agricole	85 184	81 610
Sur opérations avec la clientèle	326 200	274 076
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	15 420	9 448
Produit net sur opérations de macro-couverture	92 456	82 314
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés		
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>529 250</b>	<b>453 343</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-9 473	-19 270
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-317 729	-270 757
Sur opérations avec la clientèle	-72 629	-37 500
Charge nette sur opérations de macro-couverture		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-1 783	-349
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et charges assimilées	-47	-123
<b>Intérêts et charges assimilés</b>	<b>-401 661</b>	<b>-327 999</b>
<b>Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés (1)</b>	<b>127 589</b>	<b>125 344</b>
<i>(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2024 est de 7 346 milliers d'euros contre 6 246 milliers d'euros au 31 décembre 2023.</i>		

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

**Note 28. – Revenus des titres à revenus variables.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	72 082	57 892
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	340	453
Opérations diverses sur titres		
<b>Total des revenus des titres à revenus variables</b>	<b>72 422</b>	<b>58 345</b>

**Note 29. – Produit net des commissions.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	681	-52	629	618	-276	342
Sur opérations internes au Crédit Agricole	30 969	-46 742	-15 773	40 389	-45 558	-5 169
Sur opérations avec la clientèle	44 403	-216	44 187	43 963	-203	43 760
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	178		178	176		176
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	347		347	131		131
Sur prestations de services financiers (1)	137 711	-12 772	124 939	134 304	-11 571	122 733
Provision pour risques sur commissions	1 060	-289	771	360	-985	-625
<b>Total produit net des commissions</b>	<b>215 349</b>	<b>-60 071</b>	<b>155 278</b>	<b>219 941</b>	<b>-58 593</b>	<b>161 348</b>
<i>(1) Dont prestations assurance-vie : 29 864 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 25 620 milliers d'euros au 31 décembre 2023.</i>						

**Note 30. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	497	457
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	-10	15
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	<b>487</b>	<b>472</b>

**Note 31. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Titres de placement</b>		
Dotations aux dépréciations	-751	-1 380
Reprises de dépréciations	238	5 425
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>	<b>-513</b>	<b>4 045</b>
Plus-values de cession réalisées	6 036	1 932
Moins-values de cession réalisées		-1 492
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>	<b>6 036</b>	<b>440</b>
<b>Solde des opérations sur titres de placement</b>	<b>5 523</b>	<b>4 485</b>
<b>Titres de l'activité de portefeuille</b>		
Dotations aux dépréciations		
Reprises de dépréciations		
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>		
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>		
<b>Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>		
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>5 523</b>	<b>4 485</b>

**Note 32. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits divers	2 304	7 601
Quote-part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges	57	60
Reprises provisions	273	1 465
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>2 634</b>	<b>9 126</b>
Charges diverses	-228	-202
Quote-part des opérations faites en commun	-107	-66
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions	-643	-232
Autres charges d'exploitation bancaire	-978	-500
<b>Total autres produits et charges d'exploitation bancaire</b>	<b>1 656</b>	<b>8 626</b>

**Note 33. – Charges générales d'exploitation.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Frais de personnel :</b>		
Salaires et traitements	-78 190	-75 160
Charges sociales	-40 227	-36 327
- Dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-8 896	-8 470
Intéressement et participation	-12 506	-12 438
Impôts et taxes sur rémunérations	-12 402	-11 693
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>-143 325</b>	<b>-135 618</b>
Refacturation et transferts de charges de personnel	4 244	3 890
<b>Frais de personnel nets</b>	<b>-139 081</b>	<b>-131 728</b>
<b>Frais administratifs :</b>		
Impôts et taxes	-2 808	-2 915
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires	-74 534	-80 754
<b>Total des charges administratives</b>	<b>-77 342</b>	<b>-83 669</b>
Refacturation et transferts de charges administratives	1 765	3 657
<b>Frais administratifs nets</b>	<b>-75 577</b>	<b>-80 012</b>
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-214 658</b>	<b>-211 740</b>



**Effectif moyen**Effectif par catégorie :

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	488	470
Non cadres	1 291	1 284
<b>Total de l'effectif moyen</b>	<b>1 779</b>	<b>1 754</b>
Dont : - France	1 779	1 754
- Etranger		
Dont : personnel mis à disposition		

Le montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice, à l'ensemble des membres des organes d'administration et à l'ensemble des membres des organes de direction, s'élève à 1.567 milliers d'euros.

**Note 34. – Cout du risque.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>-432 641</b>	<b>-403 513</b>
Dépréciations de créances douteuses	-48 780	-63 154
Autres provisions et dépréciations	-383 861	-340 359
<b>Reprises de provisions et dépréciations</b>	<b>416 835</b>	<b>386 859</b>
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	41 987	35 205
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	374 848	351 654
<b>Variation des provisions et dépréciations</b>	<b>-15 806</b>	<b>-16 654</b>
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-755	-341
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-13 036	-8 752
Décote sur prêts restructurés	-108	-182
Récupérations sur créances amorties	457	851
Autres pertes		-76
Autres produits		
<b>Cout du risque</b>	<b>-29 248</b>	<b>-25 154</b>
<i>(1) Dont 4 397 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 1 273 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.</i> <i>(2) Dont 428 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif</i> <i>(3) Dont 35 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises</i> <i>(4) Dont 8 638 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises</i>		

**Note 35. – Résultat net sur actifs immobilisés.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Immobilisations financières</b>		
<b>Dotations aux dépréciations</b>	<b>-3 420</b>	<b>-1 172</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-3 420	-1 172
<b>Reprises de dépréciations</b>	<b>4 856</b>	<b>5 490</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	4 856	5 490
<b>Dotation ou reprise nette aux dépréciations</b>	<b>1 436</b>	<b>4 318</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	1 436	4 318
<b>Plus-values de cessions réalisées</b>	<b>830</b>	<b>537</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	830	537
<b>Moins-values de cessions réalisées</b>	<b>-1 400</b>	<b>-2</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-1 400	
Pertes sur créances liées à des titres de participation		-2
<b>Solde des plus et moins-values de cessions</b>	<b>-570</b>	<b>535</b>
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-570	535
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>866</b>	<b>4 853</b>
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles :</b>		
Plus-values de cessions	138	130
Moins-values de cessions	-416	-638
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>-278</b>	<b>-508</b>
<b>Résultat net sur actifs immobilisés</b>	<b>588</b>	<b>4 345</b>

**Note 36. – Impôt sur les bénéfices**

La charge comptabilisée en impôts sur les bénéfices se décompose comme suit (en milliers d'euros) :

<b>Impôts sur les bénéfices de l'exercice</b>	<b>15 619</b>
Régularisation impôts sur les bénéfices antérieurs	16
Réallocation liée à l'intégration fiscale (1)	2 525
Crédit d'impôt lié aux prêts à taux zéro (2)	225
Résultat d'intégration fiscale du Village by CACB	115
<b>Charge nette d'impôt sur les bénéfices</b>	<b>12 738</b>
<i>(1) Economies d'impôt générées par l'intégration fiscale, qui seront rétrocédées par Crédit Agricole S.A. selon les modalités prévues par la convention.</i>	
<i>(2) Crédit d'impôt lié aux avances remboursables sans intérêt pour l'acquisition ou la construction de logements en accession à la propriété (Comité d'urgence du CNC n° 2007-B du 2 mai 2007).</i>	

**Note 37. – Informations relatives aux résultats des activités bancaires.**

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne exerce la quasi-totalité de son activité en France et dans la banque de proximité couvrant le secteur de la banque des particuliers, des agriculteurs, des professionnels, des entreprises et des collectivités locales à fort ancrage local.

Note 38. – Affectation des resultats

La proposition d'affectation du résultat présentée en Assemblée Générale est la suivante :

(En milliers d'euros)				
RESULTAT A AFFECTER		AFFECTATION		
BENEFICE	REPORT A NOUVEAU - CHANGEMENT DE METHODE	DIVIDENDES ET INTERETS AUX PARTS	RESERVE LEGALE	AUTRES RESERVES
91 619	0	10 533	60 814	20 272

Note 39. – Implantation dans des états ou territoires non coopératifs

Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

À l'Assemblée Générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne-Bourgogne,

Opinion.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Champagne-Bourgogne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la caisse régionale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations

**Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des crédits en défaut.

Point clé de l'audit :

Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.

Comme indiqué dans la note « 2.1 Créances et engagements par signature » de l'annexe aux comptes annuels, les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation. S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.

Nous considérons la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture, comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-

économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes annuels. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.4 de l'annexe aux comptes annuels, qui s'élève à 163 M€.

**Réponse d'audit apportée :**

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macroéconomique de l'exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- Mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;
- Testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;
- Apprécié les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macro-économique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;
- Mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

**Provisions sur encours sains et dégradés**

**Point clé de l'audit :**

Comme indiqué dans la note « 2.1 Créances et engagements par signature » de l'annexe aux comptes annuels, votre caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux. Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente 133,4 M€ au 31 décembre 2024 comme détaillé dans la note 14 de l'annexe aux comptes annuels.

Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :

- L'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes annuels ;
- L'importance de ces provisions dans le bilan de votre caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local).

**Réponse d'audit apportée :**

Nos travaux ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance, lors d'une revue critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :
  - Les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;
  - Le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut PD, perte en cas de défaut Loss Given Default ou LGD) en prenant en compte notamment le contexte macroéconomique de l'exercice 2024 ;
  - La gouvernance des modèles et le changement des paramètres, y compris l'analyse des scénarios et paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;
  - La réalisation de tests ciblés sur les fonctions calculatoires de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur ;
  - Contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;
  - Apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives, notamment dans le contexte macro-économique, pour des portefeuilles d'encours, et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;
- Analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2024.

**Vérifications spécifiques.**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires.**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

#### **Autres informations.**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

#### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.**

##### **Désignation des commissaires aux comptes.**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Champagne-Bourgogne par l'Assemblée Générale du 29 mars 2024 pour le cabinet KPMG S.A. et du 1er octobre 2002 pour le cabinet EXCO SOCODEC. Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 1ère année de sa mission sans interruption et le cabinet EXCO SOCODEC dans la 23ème année, sans interruption.

##### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

##### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**

##### **Objectif et démarche d'audit.**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

##### **Rapport au comité d'audit.**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant,

les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

**Les Commissaires aux comptes :**

**Lyon, le 10 mars 2025,**

**KPMG S.A.**

Frédéric DAMAISIN

Associé

**Dijon, le 10 mars 2025,**

**EXCO SOCODEC**

Loïc VALICHON

Associé

**B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2024**

**Arrêtés par le Conseil d'administration du Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne  
en date du 27 janvier 2025**

**Présentation juridique de l'entité.**

**Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne-Bourgogne**

Société à capital et personnel variable

Siège social : 269, faubourg Croncels - 10000 Troyes

Siren 775 718 216 RCS Troyes

Code APE : 6419Z

Sont rattachées à la Caisse régionale 84 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre. Selon la méthode de l'Entité consolidante, les comptes consolidés intègrent les comptes de la Caisse régionale, des Caisses locales, d'une filiale et du FCT Crédit Agricole Habitat.

Par convention, la dénomination " Crédit Agricole Mutuel de Champagne-Bourgogne " désignera l'entité consolidante dans les présentations suivantes.

De par la loi bancaire, la Caisse régionale de Champagne-Bourgogne est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole de Champagne-Bourgogne fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 62,45 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 37,55 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code Monétaire et Financier. Du fait de son rôle d'Organe Central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole SA, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole SA constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Le groupe Crédit Agricole Champagne Bourgogne fait partie du périmètre de consolidation du groupe Crédit Agricole.

**Un Groupe bancaire d'essence mutualiste**

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 11 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment

les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

### **Relations internes au Crédit Agricole**

— Mécanismes financiers internes : Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

— Comptes ordinaires des Caisses régionales : Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créancier, est présenté au bilan sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

— Comptes d'épargne à régime spécial : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan épargne-logement, livret d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

— Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales : Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB - Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

— Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A. : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

**Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire.** — Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2017/89 du 20 mai 2017 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par l'ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2<sup>[1]</sup>. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette<sup>[2]</sup>, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF



L'application au groupeCrédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Informations relatives aux parties liées :

- Relations entre la Caisse régionale et les Caisses locales :  
L'encours des comptes courants ordinaires des Caisses locales est de 15 962 milliers d'euros et celui des comptes courants bloqués est de 98 541 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Au sein du capital de la Caisse Régionale de Champagne-Bourgogne, les parts sociales détenues par l'ensemble des Caisses Locales s'élèvent à 79.392 milliers d'euros.
- Relations entre la Caisse régionale et ses principales filiales :

(En milliers d'Euros)	Participations		Refacturation Crédit Agricole Champagne- Bourgogne aux filiales
	Valeur au bilan	% de capital détenu	HT en KE
ACTIF 'INVEST	10 256	100,00	
CACB IMMOBILIER	5 599	100,00	508
CREINVEST Champagne-Bourgogne	1 138	100,00	0
VILLAGE by Cacb	0	100,00	226
Valeur au bilan	16 993		

Principaux dirigeants au 31 décembre 2024 :

Président	Administrateurs
M. Jean-yves REMILLET	M. Daniel BELOT
	M. Bernard BOUILLIARD
	Mme Marie FINELLE
<b>Vice-présidents</b>	M. François HAEZAERT
M. Thierry BIERNE	M. Jean-Baptiste HOMEHR
M. Claude CHATELOT	M. François-Xavier LEVEQUE
M. Damien CONTAT	M. Christophe PAUCHARD
Mme Marie-Isabelle FAUCONNIER	Mme Christèle QUEMPER
	Mme Laurence RACE
	Mme Angélique TALVAT
<b>Autres membres du bureau</b>	<b>Direction Générale Adjointe</b>
Mme Florence LEMAIRE-SEPTIER	M. Laurent HARO
M. Philippe BERTRAND	M. François TINEL
M. Christophe DEFRANCE	
<b>Direction générale</b>	
M. Emmanuel VEY	

## Etats financiers consolidés.

## I. – Compte de résultat.

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	4.1	590 969	497 180
Intérêts et charges assimilées	4.1	-458 090	-363 842
Commissions (produits)	4.2	214 536	219 673
Commissions (charges)	4.2	-60 095	-58 046
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	8 261	5 954
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		-105	100
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		8 366	5 854
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	68 588	55 985
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		-	-
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		68 588	55 985
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
<i>Produit net des activités d'assurance</i>		-	-
<i>Produits des activités d'assurance</i>		-	-
<i>Charges afférentes aux activités d'assurance</i>		-	-
<i>Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance</i>		-	-
Produits des autres activités	4.7	2 533	3 111
Charges des autres activités	4.7	-1 131	-1 433
<b>Produit net bancaire</b>		<b>365 571</b>	<b>358 582</b>
Charges générales d'exploitation	4.8	-215 121	-210 568
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	-12 420	-11 369
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>138 030</b>	<b>136 645</b>
Coût du risque	4.10	-30 635	-26 972
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>107 395</b>	<b>109 673</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	-263	-518
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.14	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>107 132</b>	<b>109 155</b>
Impôts sur les bénéfices	4.12	-12 193	-15 055
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		-	-
<b>Résultat net</b>		<b>94 939</b>	<b>94 100</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>94 939</b>	<b>94 100</b>

**II. — Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Résultat net</b>	<b>94 939</b>	<b>94 100</b>
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	118	-1 777
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	158 248	148 547
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>158 366</b>	<b>146 770</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-4 932</b>	<b>-3 871</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>153 434</b>	<b>142 899</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-109	-96
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-109</b>	<b>-96</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>28</b>	<b>25</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>-81</b>	<b>-71</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>153 353</b>	<b>142 828</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>248 292</b>	<b>236 928</b>
Dont part du Groupe	248 292	236 928
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-
<i>(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables</i>	<i>570</i>	<i>-537</i>

**III. — Bilan.**  
(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales	6.1	52 294	48 865
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-3.2-6.2-6.6	253 627	144 523
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		9 914	9 838
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		243 713	134 685
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	152 768	219 930
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-3.2-6.4-6.6	1 792 270	1 596 047
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		10 401	10 503
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		1 781 869	1 585 544
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.2-3.4-6.5-6.6	17 019 201	16 195 258
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		2 394 579	1 839 588
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		13 907 031	13 764 280
<i>Titres de dettes</i>		717 591	591 390
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	11.1	-49 488	-125 136
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	49 695	51 254
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	226 005	281 457
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis - Actif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif		-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement	6.11	1 675	1 375
Immobilisations corporelles	6.12	113 039	105 188
Immobilisations incorporelles	6.12	28	41
Ecarts d'acquisition		-	-
<b>Total de l'actif</b>		<b>19 611 114</b>	<b>18 518 802</b>

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	9 990	9 736
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		9 990	9 736
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		-	-
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	99 225	74 546
Passifs financiers au coût amorti		15 988 700	15 078 323
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.4-6.7	9 532 049	8 897 622
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.4-6.7	6 407 053	6 140 842
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.4-6.7	49 598	39 859
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	1 334	1 555
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	361 110	439 340
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis - Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif		-	-
Provisions	6.13	44 239	41 631
Dettes subordonnées		-	-
		-	-
<b>Total dettes</b>		<b>16 504 598</b>	<b>15 645 131</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>3 106 516</b>	<b>2 873 671</b>
Capitaux propres part du Groupe		3 106 516	2 873 671
Capital et réserves liées		512 645	509 655
Réserves consolidées		2 009 283	1 933 620
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		489 649	336 296
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		94 939	94 100
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
<b>Total du passif</b>		<b>19 611 114</b>	<b>18 518 802</b>

## IV. — Tableau de variation des capitaux propres.

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.

(2) Impact capitaux propres des normes d'application rétrospective

(3) Impact capitaux propres des normes d'application rétrospective.

(En milliers d'Euros)	Part du Groupe										Participations ne donnant pas le contrôle					apitaux propres consolidés
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net	Capitaux propres		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres	
Capitaux propres au 1er janvier 2023 Publiés	305 335	2 154 086	-	-	2 459 421	202 006	-8 538	193 468	-	2 652 889	11	-	-	-	11	2 652 898
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2023 Retraités	305 335	2 154 086	-	-	2 459 421	202 006	-8 538	193 468	-	2 652 889	11	-	-	-	11	2 652 898
Augmentation / réduction de capital	-4 785	-	-	-	-4 785	-	-	-	-	-4 785	-	-	-	-	-	-4 785
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2023	-	-12 562	-	-	-12 562	-	-	-	-	-12 562	-	-	-	-	-	-12 562
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	-383	-	-	-383	-	-	-	-	-383	-11	-	-	-	-11	-394
Mouvements liés aux paiements en actions	-	820	-	-	820	-	-	-	-	820	-	-	-	-	-	820
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-4 785	-12 125	-	-	-16 910	-	-	-	-	-16 910	-11	-	-	-	-11	-16 921
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	537	-	-	537	-71	142 899	142 828	-	143 365	-	-	-	-	-	143 365
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	537	-	-	537	-	-537	-537	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2023	-	-	-	-	-	-	-	-	94 100	94 100	-	-	-	-	-	94 100
Autres variations	-	224	-	-	224	-	-	-	-	224	-	-	-	-	-	224
Capitaux propres au 31	300 550	2 142 722	-	-	2 443 272	201 935	134 361	336 296	94 100	2 873 668	-	-	-	-	-	2 873 666

décembre 2023 Retraités															
Affectation du résultat 2023	-	94 100	-	-	94 100	-	-	-	-94 100	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraités	300 550	2 236 822	-	-	2 537 372	201 935	134 361	336 296	-	2 873 668	-	-	-	-	2 873 666
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraité	300 550	2 236 822	-	-	2 537 372	201 935	134 361	336 296	-	2 873 668	-	-	-	-	2 873 666
Augmentation / réduction de capital	2 990	-	-	-	2 990	-	-	-	-	2 990	-	-	-	-	2 990
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2024	-	-16 161	-	-	-16 161	-	-	-	-	-16 161	-	-	-	-	-16 161
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	-280	-	-	-280	-	-	-	-	-280	-	-	-	-	-280
Mouvements liés aux paiements en actions	-	475	-	-	475	-	-	-	-	475	-	-	-	-	475
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	2 990	-15 966	-	-	-12 976	-	-	-	-	-12 976	-	-	-	-	-12 976
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-570	-	-	-570	-81	153 434	153 353	-	152 783	-	-	-	-	152 783
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-570	-	-	-570	-	570	570	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	94 939	94 939	-	-	-	-	94 939
Autres variations	-	-1 901	-	-	-1 901	-	-	-	-	-1 901	-	-	-	-	-1 901
Capitaux propres au 31 décembre 2024	303 540	2 218 385	-	-	2 521 925	201 854	287 795	489 649	94 939	3 106 513	-	-	-	-	3 106 511

#### V. — Tableau des flux de trésorerie.

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>107 132</b>	<b>109 155</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		12 420	11 370
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6.15	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		27 732	22 659
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités d'investissement		263	518
Résultat net des activités de financement		2 183	1 776
Autres mouvements		-6 079	-38 544
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>		<b>36 519</b>	<b>-2 221</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		-81 772	-17 989
Flux liés aux opérations avec la clientèle		67 538	-245 668
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		-195 891	142 042
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		-25 475	-243 557
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts versés		-17 716	-11 788
<b>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>		<b>-253 316</b>	<b>-376 960</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>		<b>-109 665</b>	<b>-270 026</b>
Flux liés aux participations (1)		-30 229	-76 253
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>		<b>-23 435</b>	<b>-22 383</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>		<b>-53 664</b>	<b>-98 636</b>
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)		-13 171	61 180
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		8 361	-25 187
Flux provenant des activités abandonnées		-	-
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>		<b>-4 810</b>	<b>35 993</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>		<b>-168 139</b>	<b>-332 669</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>		<b>770 585</b>	<b>1 103 233</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (*)		48 865	48 864
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)		721 720	1 054 369
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>		<b>602 446</b>	<b>770 585</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales (*)		52 294	48 865
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (**)		550 152	721 720
<b>Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie</b>		<b>-168 139</b>	<b>-332 648</b>

(\*) Composé du solde net du poste "Caisse, banques centrales", hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

(\*\*) Composé du solde des postes "Comptes ordinaires débiteurs non douteux" et "Comptes et prêts au jour le jour non douteux" tels que détaillés en note 6.5 et des postes "Comptes ordinaires créditeurs" et "Comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus)

(1) Flux liés aux participations : Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 "Principales opérations de structure et événements significatifs de la période".



Au cours de l'année 2024, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne s'élève à -30 229 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes :

- Souscription de titres à l'augmentation de capital de la Sacam Transition Energie pour -8 672 milliers d'euros libérés à hauteur de +3 694 milliers d'euros.
- Souscription de titres à l'augmentation de capital de la Sas Estey pour -274 milliers d'euros
- Souscription de titres à l'augmentation de capital de la Sas Rue La Boetie pour -28 725 milliers d'euros
- Compensation avec l'avance en compte courant d'un montant de +29 922 milliers d'euros.
- Libération du solde de souscription dans Crédit Agricole Capital PME 2 à hauteur de -3 000 milliers d'euros, dans Sacam Avenir à hauteur de -1 687 milliers d'euros, dans Sacam Néopro à hauteur de -335 milliers d'euros et dans Actif Invest à hauteur de +1 060 milliers d'euros.
- Souscription d'actions au capital de la Société Financière des Grands Vignobles de Bourgogne pour un montant de 21 129 milliers d'euros.
- Souscription à l'augmentation de capital du Village By CACB pour - 1 500 milliers d'euros suivie d'une réduction de capital d'un montant de 1 400 milliers d'euros.

(2) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne à ses actionnaires, à hauteur de -16 161 milliers d'euros pour l'année 2024, ainsi que les souscriptions de parts sociales pour +2 990 milliers d'euros.

VI. — Notes annexes aux états financiers consolidés.

1.Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

1.1. Normes applicables et comparabilité.

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2024 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en)

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2023.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2024.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
<b>Amendement IAS 1</b> Présentation des états financiers Classification des passifs courants et passifs non courants	1er janvier 2024	Non
<b>Amendement IFRS 16</b> Contrats de location Dette locative dans une opération de cession-bail	1er janvier 2024	Non
<b>Amendement IAS 1</b> Présentation des états financiers Dettes non courantes avec covenants	1er janvier 2024	Non
<b>Amendement IAS 7 / IFRS 7</b> Opérations d'affacturage	1er janvier 2024	Non

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2024 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2024.

IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers.

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

**IFRS 9 / IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers**

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, publiés en mai 2024 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026, sous réserve d'adoption par l'Union européenne, viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

**Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe :**

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
<b>IAS 27</b> Fusion entre une société mère et sa filiale dans des états financiers individuels	30 janvier 2024	Non
<b>IAS 37</b> Engagements liés au climat	29 avril 2024	Non
<b>IFRS 3</b> Palements subordonnés à l'emploi continu pendant les périodes de transfert	29 avril 2024	Non
<b>IFRS 8</b> Disclosure des revenus et des dépenses pour les segments à présenter	29 juillet 2024	Non

**1.2. Principes et méthodes comptables**

**Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers**

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les actifs et les passifs des contrats d'assurance ;
- les actifs et les passifs des contrats de réassurance ;
- les passifs des contrats d'investissement sans éléments de participation discrétionnaire ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les actifs d'impôts différés ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

**Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)**

**Définitions.**

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

### Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

— Evaluation initiale : Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

— Evaluation ultérieure : Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

### Actifs financiers

— Classement et évaluation des actifs financiers : Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

— Instruments de dette : Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle « Collecte » dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le modèle « Collecte et Vente » dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle « Autre / Vente » dont l'objectif principal est de céder les actifs.

Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

- Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).
- Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Instruments de dette		Modèles de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	

— Instruments de dette au coût amorti : Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ». Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

— Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions d'écrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

— Instruments de dette à la juste valeur par résultat :

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;
- Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.
- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

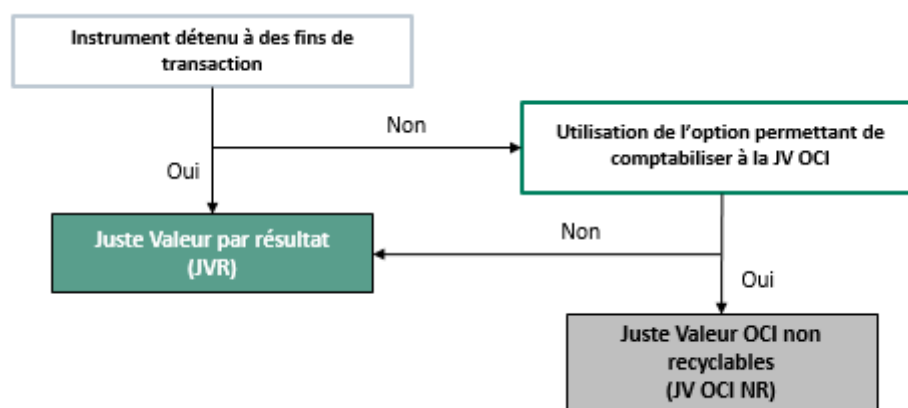
Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

— Instruments de capitaux propres : Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



— Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat : Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

— Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable) : L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

— Reclassement d'actifs financiers : En cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers (nouvelle activité, acquisition d'entités, cession ou abandon d'une activité significative), un reclassement de ces actifs financiers est nécessaire. Le reclassement s'applique à la totalité des actifs financiers du portefeuille à partir de la date de reclassement.

Dans les autres cas, le modèle de gestion reste inchangé pour les actifs financiers existants. Si un nouveau modèle de gestion est identifié, il s'applique de manière prospective, aux nouveaux actifs financiers, regroupés dans un nouveau portefeuille de gestion.

— Acquisition et cession temporaire de titres : Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

— Décomptabilisation des actifs financiers :

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

— Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20) : Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

**Passifs financiers**

— Classement et évaluation des passifs financiers :

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature :

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option :

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

— Passifs financiers évalués au coût amorti :

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

— Produits de la collecte :

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.13 « Provisions ».

— Reclassement des passifs financiers :

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

— Distinction dettes – capitaux propres :

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

— Rachat d'actions propres :

Les actions propres ou instruments dérivés équivalents tels que les options sur actions propres achetées par le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne présentant une parité d'exercice fixe, y compris les actions détenues en couverture des plans de *stock options*, ne rentrent pas dans la définition d'un actif financier et sont comptabilisées en déduction des capitaux propres. Elles ne génèrent aucun impact sur le compte de résultat.

— Décomptabilisation et modification des passifs financiers :

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

**Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers.** — Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

### Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit

— Champ d'application :

Conformément à IFRS 9, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "*ECL*") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

— Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement :

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1<sup>ère</sup> étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois.
- 2<sup>ème</sup> étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne comptabilise les pertes attendues à maturité.
- 3<sup>ème</sup> étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

— Définition du défaut :

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

— La notion de perte de crédit attendue « ECL » :

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.



— Gouvernance et mesure des ECL :

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stage 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations;

au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

— Dégradation significative du risque de crédit :

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe (*Forward Looking Central*) ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de Stage 1 à Stage 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

**1. Critère relatif**

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en *Stage 2*, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en *Stage 2* dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bps. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

**2. Critère absolu**

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en *Stage 2*.

Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

L'instrument financier est classé en *Stage 2* en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'une ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêt, seront classés en *Stage 1* et provisionnés sur la base d'une ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêt, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

— Restructurations pour cause de difficultés financières : Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du

débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée ( Stage 3).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

— Irrécouvrabilité : Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en Stage 3 aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

### **Instruments financiers dérivés**

— Classement et évaluation : Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

La comptabilité de couverture

– Cadre général :

Conformément à la décision du Groupe, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté

par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

– Documentation :

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ; la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

– Evaluation :

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne

– Dérivés incorporés :

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

**Détermination de la juste valeur des instruments financiers.** — La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

– Hiérarchie de la juste valeur :

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne retient des cours *mid-price* comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres au Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne utilise des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

**Compensation des actifs et passifs financiers.** — Conformément à la norme IAS 32, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

#### **Gains ou pertes nets sur instruments financiers.**

— Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

— Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres :

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

**Engagements de financement et garanties financières donnés.** — Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

**Provisions (dont IAS 37).** — Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat)
- Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;

L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;

La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.13 « Provisions ».

### **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

**Avantages à court terme.** — Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés.

### **Avantages postérieurs à l'emploi**

— Régimes à prestations définies : Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turn over. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ».

— Régimes à cotisations définies : Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

**Autres avantages à long terme.** — Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

**Indemnités de cessation d'emploi.** — Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

**Paiements fondés sur des actions (IFRS 2).** — La norme IFRS 2 Paiement fondés sur des actions impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le groupe Crédit Agricole éligibles à la norme IFRS 2 sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (*stock options*, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en cash indexé ou en actions, etc.).

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle *Black & Scholes*. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique Frais de personnel en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en date d'attribution et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites. Cet avantage ne tient pas compte d'une décote d'incessibilité.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit agricole S.A. ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées part du Groupe.

**Impôts sur le résultat (IAS 12).** — Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les passifs et actifs d'impôts exigibles et différés doivent être évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Lundi 2 décembre 2024, la responsabilité du gouvernement français a été engagée par le déclenchement de l'article 49.3 de la Constitution concernant le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale 2025. Mercredi 4 décembre 2024, une des motions de censure déposées a été adoptée, aboutissant à la démission du gouvernement et à la suspension des travaux de l'Assemblée nationale, notamment la Loi de Finance 2025 qui prévoyait initialement des contributions exceptionnelles additionnelles à l'Impôt sur les Sociétés.

À la suite de ces événements et à la date d'arrêté des comptes, les différentes options au niveau législatif possibles conduisent à reconduire le budget 2024 en 2025 dans l'attente de discussions législatives.

Ainsi à date, il convient alors de considérer un maintien du taux d'IS à 25,83% (conformément au budget 2024) pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts exigibles et différés au 31 décembre 2024.

**Impôts exigibles.** — La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte)



d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices. L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

**Impôts différés.** — Certaines opérations réalisées par le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;

La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- Soit par un regroupement d'entreprises.

— **Plus-values sur titres :** Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

— **Contrats de location IFRS 16 :** Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

**Risques fiscaux.** — Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;

En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.  
Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles et incorporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 50 ans
Second œuvre	20 à 30 ans
Installations techniques	10 à 20 ans
Agencements	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 7 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	4 à 5 ans (dégressif ou linéaire)

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	4 ans
Logiciels	4 ans

**Opérations en devises (IAS 21).** — En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole et du Crédit Agricole Mutuel de Champagne-Bourgogne.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

**Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15).** — Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
  - a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
  - b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.
- Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

**Contrats de location (IFRS 16).** — Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

**Contrats de location dont le Groupe est bailleur.** — Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location-financement, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les immobilisations corporelles à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

**Contrats de location dont le Groupe est preneur.** — Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans. La durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée initiale sera estimée à 6 ans. La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

#### **Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5).**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

### **1.3. Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)**

**Périmètre de consolidation.** — Les états financiers consolidés incluent les comptes du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

**Consolidation des Caisses régionales.** — Les normes de consolidation existantes en IFRS sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté

repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues par les IFRS.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

**Notions de contrôle.** — Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seule les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne, mais également de l'implication et des décisions du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

**Méthodes de consolidation.** — Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat

**Retraitements et éliminations.** — Conformément à IFRS 10, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

**Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21).** — Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- Conversion, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

## Note 2. Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2024 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024 ».

— **Risque de crédit :** Le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

En 2024, le fort niveau persistant d'incertitudes économiques et géopolitiques (conflit en Ukraine, tensions sur les matières premières et sur l'énergie, hausse de l'inflation et des taux) a conduit Crédit Agricole SA et le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne à réévaluer les hypothèses de calcul des pertes de crédit attendues (ECL) :

- Crédit Agricole SA a ajusté les prévisions macro-économiques prospectives du forward looking central (FLC) utilisées pour le calcul des pertes de crédit attendues, et a mis à jour un certain nombre de paramètres de calcul notamment une évolution de l'arbre de dégradation central : mise en œuvre au T4 2024 sur l'ensemble des entités du groupe de l'application explicite d'un seuil LCRE (Low Credit Risk Exemption) et en modifiant le seuil de dégradation relatif Béta à 3 contre une fourchette de 1,5 à 3 précédemment.

Cette introduction de nouveaux éléments de modélisation a eu un effet favorable sur le dernier trimestre 2024 dans le calcul des ECL centraux.

- le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a réalisé une revue de son portefeuille de crédits qui l'a conduite à mettre à jour son forward looking local (FLL), afin notamment de ne pas démultiplier les effets du nouveau modèle inflation central, de la manière suivante :
  - Refonte des chocs sur PD et LGD des filières Habitat > 25 ans, Locatif, BTP et Viticulture 21
  - Refonte partielle des chocs sur la filière Commerce
  - Création d'une filière Habitat < 25 ans
  - Création d'une filière déclassante concernant le secteur Automobile (demande du Comité de Coordination de Crédit Agricole SA du 12 décembre 2024)
  - Revue du périmètre de chaque filière et élargissement des filières Culture, Elevage et Commerce (ajouts de codes NAF et intégration des encours Corporate)
  - Suppression des filières Autres industries (exposition < 50 M€), Ukraine (exposition nulle) et Maisons de retraite (exposition < 50 M€)
  - Suppression du déclassement manuel en Stage 2 des filières uniquement Corporate
  - Ajustement à la baisse des CLARC sur toutes les filières, déjà pris en compte précédemment dans les chocs locaux.
  - Scission en deux filières (une Retail et une Corporate) pour la filière Industrie Lourde
  - Plafonnement de la LGD structurelle sur les filières Habitat : la LGD structurelle de ces filières a été ramenée à 1,2 afin de respecter les seuils fixés par le groupe Crédit Agricole.

Les actualisations des modèles de Crédit Agricole SA et de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne, ainsi que l'évolution de la qualité du portefeuille de crédits de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne ont conduit aux évolutions suivantes :

- Diminution de 103 M€, soit -0,7 %, des expositions de créances saines et dégradées (15.191 M€ au 31 décembre 2024 vs 15.294 M€ au 31 décembre 2023) ;
- Augmentation de + 7,4 M€, soit + 5,3 %, du montant des provisions sur ces créances (145,3 M€ au 31 décembre 2024 vs 137,9 M€ au 31 décembre 2023).

**Pilier 2 – Globe.** — Les nouvelles règles fiscales internationales établies par l'OCDE, visant à soumettre les grands groupes internationaux à une imposition complémentaire lorsque le Taux Effectif d'Impôt (TEI) d'une juridiction dans laquelle ils sont implantés est inférieur à 15%, sont entrées en vigueur au 1er janvier 2024.

Le premier exercice d'application de ces règles est l'exercice 2024.

Sur la base des dispositions de la Directive européenne adoptée fin 2022 et sa transposition dans les pays de l'union européenne, le Groupe a procédé à une estimation de l'impôt complémentaire GloBE au titre de l'année 2024. Cela n'a pas d'impact dans les comptes de Crédit Agricole Mutuel de Champagne-Bourgogne.

En outre, conformément aux amendements à la norme IAS 12, publiés le 23 mai 2023 par l'IASB et adoptés par l'Union européenne le 8 novembre 2023, le Groupe applique l'exception obligatoire et temporaire à la comptabilisation des impôts différés liés à la mise en œuvre des règles GloBE.

**FCT Crédit Agricole Habitat 2024.** — Au 31/12/2024, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d'euros.

Les Caisses régionales ont souscrit pour 166,7 millions d'euros de titres subordonnés et pour 750 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (61%) et établissements de crédit (39%)) pour un montant de 750 M€.

### **Note 3. Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture.**

Le pilotage des risques bancaires au sein du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne est assuré par la Direction Marketing Digital et Risques. Cette direction est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

#### **Note 3.1 Risque de crédit**

(Cf. Rapport de Gestion - chapitre « Facteurs des risques – Risques de crédit »)

#### **Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période.**

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

— Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes:

(En milliers d'Euros)	Actifs sains								
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	575 961	-268	16 362	-665	-	-	592 323	-933	591 390
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-1 773	116	1 773	-116	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-1 773	116	1 773	-116	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	575 961	-268	14 589	-549	1 773	-116	592 323	-933	591 390
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	125 387	-185	-18	192	-1 773	116	123 596	123	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	201 156	-172	-	-	-	-	201 156	-172	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-75 769	8	-18	192	-1 773	1 773	-77 560	1 973	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-1 657	-	-1 657	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-21	-	-	-	-	-	-21	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	701 348	-453	14 571	-357	-	-	715 919	-810	715 109
<b>Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)</b>	2 482	-	-	-	-	-	2 482	-	-
<b>Au 31 décembre 2024</b>	703 830	-453	14 571	-357	-	-	718 401	-810	717 591
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)



— Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole):

(En milliers d'Euros)	Actifs sains								
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>30 948</b>	<b>-1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30 948</b>	<b>-1</b>	<b>30 947</b>
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-1 816	1	1 816	-1	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-1 816	1	1 816	-1	-	-	-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total après transferts</b>	<b>29 132</b>	<b>-</b>	<b>1 816</b>	<b>-1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30 948</b>	<b>-1</b>	<b>30 947</b>
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>138 666</b>	<b>-1</b>	<b>-142</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>138 524</b>	<b>-</b>	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	139 706	-6	-	-	-	-	139 706	-6	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-1 040	3	-142	1	-	-	-1 182	4	
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	5	-	-	-	-	-	5	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-3	-	-	-	-	-	-3	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total</b>	<b>167 798</b>	<b>-1</b>	<b>1 674</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>169 472</b>	<b>-1</b>	<b>169 471</b>
<b>Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)</b>	<b>-2 049</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>-2 049</b>		
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>165 749</b>	<b>-1</b>	<b>1 674</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>167 423</b>	<b>-1</b>	<b>167 422</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

— Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle:

(En milliers d'Euros)	Actifs sains								
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>12 248 608</b>	<b>-29 047</b>	<b>1 531 410</b>	<b>-98 553</b>	<b>269 722</b>	<b>-157 860</b>	<b>14 049 740</b>	<b>-285 460</b>	<b>13 764 280</b>
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-372 781	-16 928	337 100	30 717	35 681	-17 136	-	-3 347	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-1 001 863	3 940	1 001 863	-13 721			-	-9 781	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	643 092	-20 992	-643 092	39 966			-	18 974	
Transferts vers Stage 3 (1)	-19 675	133	-44 138	5 333	63 813	-20 524	-	-15 058	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	5 665	-9	22 467	-861	-28 132	3 388	-	2 518	
<b>Tota l après transferts</b>	<b>11 875 827</b>	<b>-45 975</b>	<b>1 868 510</b>	<b>-67 836</b>	<b>305 403</b>	<b>-174 996</b>	<b>14 049 740</b>	<b>-288 807</b>	<b>13 760 933</b>
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	286 137	13 731	-88 354	-33 355	-61 624	11 908	136 159	-7 716	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	2 265 337	-9 943	219 687	-16 746			2 485 024	-26 689	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-1 950 475	4 313	-308 037	10 725	-44 328	25 605	-2 302 840	40 643	
Passages à perte					-17 192	13 162	-17 192	13 162	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-4	-	-104	340	-108	340	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		19 361		-27 334		-28 475		-36 448	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-28 725	-	-	-	-	1 276	-28 725	1 276	
<b>Total</b>	<b>12 161 964</b>	<b>-32 244</b>	<b>1 780 156</b>	<b>-101 191</b>	<b>243 779</b>	<b>-163 088</b>	<b>14 185 899</b>	<b>-296 523</b>	<b>13 889 376</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-11 150		-8 623		37 428		17 655		
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>12 150 814</b>	<b>-32 244</b>	<b>1 771 533</b>	<b>-101 191</b>	<b>281 207</b>	<b>-163 088</b>	<b>14 203 554</b>	<b>-296 523</b>	<b>13 907 031</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3  
 (2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période  
 (3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes :

(En milliers d'euros)	Actifs sains							
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>10 503</b>	<b>-4</b>	-	-	-	-	<b>10 503</b>	<b>-4</b>
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	<b>10 503</b>	<b>-4</b>	-	-	-	-	<b>10 503</b>	<b>-4</b>
<b>Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>42</b>	<b>-1</b>	-	-	-	-	<b>42</b>	<b>-1</b>
Réévaluation de juste valeur sur la période	145	-	-	-	-	-	145	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-1	-	-	-	-	-	-1
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-103	-	-	-	-	-	-103	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>10 545</b>	<b>-5</b>	-	-	-	-	<b>10 545</b>	<b>-5</b>
<b>Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)</b>	<b>-144</b>	-	-	-	-	-	<b>-144</b>	-
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>10 401</b>	<b>-5</b>	-	-	-	-	<b>10 401</b>	<b>-5</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3  
 (2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période  
 (3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur les établissements de crédit :  
 Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'est pas concerné par les prêts et créances sur les établissements de crédit à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur la clientèle :  
 Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'est pas concerné par les prêts et créances sur la clientèle à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

— Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Engagements sains								
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2023	1 434 762	-3 541	70 572	-3 977	5 653	-554	1 510 987	-8 072	1 502 915
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-60 093	-369	59 153	414	940	-230	-	-185	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-76 384	322	76 384	-612			-	-290	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	17 393	-695	-17 393	977			-	282	
Transferts vers Stage 3 (1)	-1 482	11	-794	50	2 276	-240	-	-179	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	380	-7	956	-1	-1 336	10	-	2	
Total après transferts	1 374 669	-3 910	129 725	-3 563	6 593	-784	1 510 987	-8 257	1 502 730
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-77 252	-1 134	-7 447	-463	-2 157	274	-86 856	-1 323	
Nouveaux engagements donnés (2)	592 563	-1 773	32 809	-2 069			625 372	-3 842	
Extinction des engagements	-667 845	1 765	-41 973	3 388	-3 814	399	-713 632	5 552	
Passages à perte					-1	-	-1	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-1 126		-1 782		-125		-3 033	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-1 970	-	1 717	-	1 658	-	1 405	-	
Au 31 décembre 2024	1 297 417	-5 044	122 278	-4 026	4 436	-510	1 424 131	-9 580	1 414 551
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3									
(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période									

— Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Engagements sains								
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>381 889</b>	<b>-655</b>	<b>23 566</b>	<b>-2 167</b>	<b>8 583</b>	<b>-3 556</b>	<b>414 038</b>	<b>-6 378</b>	<b>407 660</b>
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-3 663	-112	2 788	-25	875	-15	-	-152	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-5 404	47	5 404	-444			-	-397	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	2 305	-164	-2 305	409			-	245	
Transferts vers Stage 3 (1)	-564	5	-311	10	875	-15	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total après transferts</b>	<b>378 226</b>	<b>-767</b>	<b>26 354</b>	<b>-2 192</b>	<b>9 458</b>	<b>-3 571</b>	<b>414 038</b>	<b>-6 530</b>	<b>407 508</b>
<b>Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>13 206</b>	<b>50</b>	<b>-2 279</b>	<b>93</b>	<b>47</b>	<b>-2 779</b>	<b>10 974</b>	<b>-2 636</b>	
Nouveaux engagements donnés (2)	54 477	-235	8 252	-728			62 729	-963	
Extinction des engagements	-20 006	146	-4 420	677	-6 435	1 581	-30 861	2 404	
Passages à perte					-1	409	-1	409	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		139		144		-4 769		-4 486	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-21 265	-	-6 111	-	6 483	-	-20 893	-	
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>391 432</b>	<b>-717</b>	<b>24 075</b>	<b>-2 099</b>	<b>9 505</b>	<b>-6 350</b>	<b>425 012</b>	<b>-9 166</b>	<b>415 846</b>
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3									
(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période									

— Exposition maximale au risque de crédit : L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques d'haussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

— Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	112 540	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 914	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	102 626	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	152 768	-	-	-	-	-
Total	265 308	-	-	-	-	-

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	92 316	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 838	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	82 478	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	219 930	-	-	-	-	-
Total	312 246	-	-	-	-	-

— Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation:

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>10 401</b>	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	10 401	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	14 792 044	466	3 898 536	571 344	5 438 045	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	118 119	466	26 125	3 017	63 771	-
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>167 422</b>	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	13 907 031	466	3 898 536	571 344	5 438 045	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	118 119	466	26 125	3 017	63 771	-
Titres de dettes	717 591	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>14 802 445</b>	<b>466</b>	<b>3 898 536</b>	<b>571 344</b>	<b>5 438 045</b>	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	118 119	466	26 125	3 017	63 771	-

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>10 503</b>	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	10 503	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	14 386 617	497	3 963 139	563 196	5 309 176	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	111 862	497	20 522	2 973	56 867	-
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>30 947</b>	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	13 764 280	497	3 963 139	563 196	5 309 176	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	111 862	497	20 522	2 973	56 867	-
Titres de dettes	591 390	-	-	-	-	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>14 397 120</b>	<b>497</b>	<b>3 963 139</b>	<b>563 196</b>	<b>5 309 176</b>	-
<i>Dont : actifs dépréciés en date de clôture</i>	111 862	497	20 522	2 973	56 867	-

— Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	415 846	-	-	-	2 131	-
Dont : engagements provisionnés en date de clôture	3 155	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 414 551	-	52 289	62 037	177 387	-
Dont : engagements provisionnés en date de clôture	3 926	-	108	970	957	-
<b>Total</b>	<b>1 830 397</b>	<b>-</b>	<b>52 289</b>	<b>62 037</b>	<b>179 518</b>	<b>-</b>
Dont : engagements provisionnés en date de clôture	7 081	-	108	970	957	-

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	407 660	-	-	-	2 131	-
Dont : engagements provisionnés en date de clôture	5 027	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	1 502 915	-	71 916	76 886	188 589	-
Dont : engagements provisionnés en date de clôture	5 099	-	25	81	748	-
<b>Total</b>	<b>1 910 575</b>	<b>-</b>	<b>71 916</b>	<b>76 886</b>	<b>190 720</b>	<b>-</b>
Dont : engagements provisionnés en date de clôture	10 126	-	25	81	748	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

**Actifs financiers modifiés.** — Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).



Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

(En milliers d'Euros)	2024		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	-	-4	7 320
Valeur comptable brute avant modification	-	-	7 424
Gains ou pertes nets de la modification	-	-4	-104
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Stage 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
<b>Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période</b>	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	-
Titres de dettes	-
<b>Total</b>	-

**Concentrations du risque de crédit.** — Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

**Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit.** — Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Risques et pilier 3 – Gestion des risques - Risques de crédit » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole):

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation s des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation s des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation s des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	7 570 220	-4 130	149 443	-1 778			7 713 755
	0,5% < PD ≤ 2%	1 081 391	-5 157	369 715	-9 540			1 436 409
	2% < PD ≤ 20%	459 239	-5 857	730 691	-57 230			1 126 843
	20% < PD < 100%			27 539	-4 320			23 219
	PD = 100%					172 121	-88 849	83 272
Total Clientèle de détail		9 110 850	-15 144	1 277 388	-72 868	172 121	-88 849	10 383 498
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	2 770 713	-3 975	28 103	-238			2 794 603
	0,6% < PD < 12%	1 138 830	-13 579	405 783	-20 018			1 511 016
	12% ≤ PD < 100%			76 504	-8 424			68 080
	PD = 100%					109 086	-74 239	34 847
Total Hors clientèle de détail		3 909 543	-17 554	510 390	-28 680	109 086	-74 239	4 408 546
Total		13 020 393	-32 698	1 787 778	-101 548	281 207	-163 088	14 792 044

(En milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	7 583 915	120 214		7 704 129
	0,5% < PD ≤ 2%	1 085 880	390 189		1 476 069
	2% < PD ≤ 20%	401 261	719 449		1 120 710
	20% < PD < 100%		27 191		27 191
	PD = 100%			164 789	164 789
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>9 071 056</b>	<b>1 257 043</b>	<b>164 789</b>	<b>10 492 888</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	2 639 260	8 813		2 648 073
	0,6% < PD < 12%	1 145 201	212 400		1 357 601
	12% ≤ PD < 100%		69 516		69 516
	PD = 100%			104 933	104 933
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>3 784 461</b>	<b>290 729</b>	<b>104 933</b>	<b>4 180 123</b>
Dépréciations		-29 316	-99 218	-157 860	-286 394
<b>Total</b>		<b>12 826 201</b>	<b>1 448 554</b>	<b>111 862</b>	<b>14 386 617</b>

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-	-	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Total Clientèle de détail</b>	-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	10 406	-5	-	-	-	-	10 401
	0,6% < PD < 12%	-	-	-	-	-	-	-
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Total Hors clientèle de détail</b>	10 406	-5	-	-	-	-	10 401
<b>Total</b>		10 406	-5	-	-	-	-	10 401

(En milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-
	<b>Total Clientèle de détail</b>	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	10 503	-	-	10 503
	0,6% < PD < 12%	-	-	-	-
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-
	<b>Total Hors clientèle de détail</b>	10 503	-	-	10 503
Dépréciations		-	-	-	-
<b>Total</b>		10 503	-	-	10 503

— Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	493 333	-428	1 721	-7	-	-	494 619
	0,5% < PD ≤ 2%	70 369	-442	6 380	-83	-	-	76 224
	2% < PD ≤ 20%	45 974	-604	25 205	-1 905	-	-	68 670
	20% < PD < 100%	-	-	785	-64	-	-	721
	PD = 100%	-	-	-	-	2 559	-285	2 274
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>609 676</b>	<b>-1 474</b>	<b>34 091</b>	<b>-2 059</b>	<b>2 559</b>	<b>-285</b>	<b>642 508</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	379 621	-531	5 875	-21	-	-	384 944
	0,6% < PD < 12%	308 120	-3 039	71 262	-1 084	-	-	375 259
	12% ≤ PD < 100%	-	-	11 050	-862	-	-	10 188
	PD = 100%	-	-	-	-	1 877	-225	1 652
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>687 741</b>	<b>-3 570</b>	<b>88 187</b>	<b>-1 967</b>	<b>1 877</b>	<b>-225</b>	<b>772 043</b>
<b>Total</b>		<b>1 297 417</b>	<b>-5 044</b>	<b>122 278</b>	<b>-4 026</b>	<b>4 436</b>	<b>-510</b>	<b>1 414 551</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	554 854	2 210	-	557 064
	0,5% < PD ≤ 2%	84 694	6 667	-	91 361
	2% < PD ≤ 20%	44 957	25 833	-	70 790
	20% < PD < 100%	-	955	-	955
	PD = 100%	-	-	1 929	1 929
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>684 505</b>	<b>35 665</b>	<b>1 929</b>	<b>722 099</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	371 342	5 196	-	376 538
	0,6% < PD < 12%	378 915	27 248	-	406 163
	12% ≤ PD < 100%	-	2 463	-	2 463
	PD = 100%	-	-	3 724	3 724
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>750 257</b>	<b>34 907</b>	<b>3 724</b>	<b>788 888</b>
Provisions (1)		-3 541	-3 977	-554	-8 072
<b>Total</b>		<b>1 431 221</b>	<b>66 595</b>	<b>5 099</b>	<b>1 502 915</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole):

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	12 035	-17	80	-1	-	-	12 097
	0,5% < PD ≤ 2%	2 545	-19	832	-19	-	-	3 339
	2% < PD ≤ 20%	1 354	-21	1 235	-255	-	-	2 313
	20% < PD < 100%	-	-	110	-62	-	-	48
	PD = 100%	-	-	-	-	7 822	-5 405	2 417
Total Clientèle de détail		15 934	-57	2 257	-337	7 822	-5 405	20 214
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	343 364	-204	9 269	-266	-	-	352 163
	0,6% < PD < 12%	32 134	-456	11 364	-1 300	-	-	41 742
	12% ≤ PD < 100%	-	-	1 185	-196	-	-	989
	PD = 100%	-	-	-	-	1 683	-945	738
Total Hors clientèle de détail		375 498	-660	21 818	-1 762	1 683	-945	395 632
Total		391 432	-717	24 075	-2 099	9 505	-6 350	415 846

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	11 107	13	-	11 120
	0,5% < PD ≤ 2%	3 383	619	-	4 002
	2% < PD ≤ 20%	2 005	2 535	-	4 540
	20% < PD < 100%	-	30	-	30
	PD = 100%	-	-	131	131
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>16 495</b>	<b>3 197</b>	<b>131</b>	<b>19 823</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	338 151	13 120	-	351 271
	0,6% < PD < 12%	27 243	5 957	-	33 200
	12% ≤ PD < 100%	-	1 292	-	1 292
	PD = 100%	-	-	8 452	8 452
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>365 394</b>	<b>20 369</b>	<b>8 452</b>	<b>394 215</b>
Provisions (1)		-655	-2 167	-3 556	-6 378
<b>Total</b>		<b>381 234</b>	<b>21 399</b>	<b>5 027</b>	<b>407 660</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au pas sif du bilan

Concentrations du risque de crédit par agent économique.

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique:  
Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'est pas concerné par cette catégorie d'actifs financiers.
- Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	1 020 949	-702	6 682	-127	-	-	1 027 631	966 181	-632	7 904	-118	-	-	974 085
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	363 667	-123	1 674	-	-	-	365 341	226 350	-90	-	-	-	-	226 350
Grandes entreprises	2 524 927	-16 729	502 034	-28 553	109 086	-74 239	3 136 047	2 591 930	-12 451	282 825	-21 493	104 933	-66 555	2 979 688
Clientèle de détail	9 110 850	-15 144	1 277 388	-72 868	172 121	-88 849	10 560 359	9 071 056	-16 143	1 257 043	-77 607	164 789	-91 305	10 492 888
Total	13 020 393	-32 698	1 787 778	-101 548	281 207	-163 088	15 089 378	12 855 517	-29 316	1 547 772	-99 218	269 722	-157 860	14 673 011

- Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique:

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 3	Total	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 2			
Administration générale	10 401	-5	-	-	-	-	10 401	10 503	-4	-	-	-	-	10 503
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	10 401	-5	-	-	-	-	10 401	10 503	-4	-	-	-	-	10 503

- Dettes envers la clientèle par agent économique:

(En milliers D'euros)		31/12/2024	31/12/2023
Administration générale		21 120	6 229
Grandes entreprises		1 973 551	1 870 296
Clientèle de détail		4 412 382	4 264 317
Total Dettes envers la clientèle		6 407 053	6 140 842

— Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engage ments provisio nnés (Stage 3)	Provisio ns sur engage ments (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engage ments provisio nnés (Stage 3)	Provisio ns sur engage ments (Stage 3) (1)	Total brut
	Engage ments soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisio ns sur engage ments soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engage ments soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisio ns sur engage ments soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engage ments soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisio ns sur engage ments soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engage ments soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisio ns sur engage ments soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale	10 890	-3	8 000	-25	-	-	18 890	35 058	-18	8 279	-133	-	-	43 337
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	676 851	-3 567	80 187	-1 942	1 877	-225	758 915	715 199	-2 129	26 628	-1 438	3 724	-381	745 551
Clientèle de détail	609 676	-1 474	34 091	-2 059	2 559	-285	646 326	684 505	-1 394	35 665	-2 406	1 929	-173	722 099
Total	1 297 417	-5 044	122 278	-4 026	4 436	-510	1 424 131	1 434 762	-3 541	70 572	-3 977	5 653	-554	1 510 987

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

— Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engage ments provisi onnés (Stage 3)	Provisi ons sur engage ments (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engage ment s provisi onnés (Stage 3)	Provisi ons sur engage ment s (Stage 3) (1)	Total brut
	Engage ments soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisio ns sur engage ments soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engage ments soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisio ns sur engage ments soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engage ments soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisio ns sur engagem ents soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engage ments soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisio ns sur engagem ents soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	2 201	-	-	-	-	-	2 201	2 131	-	-	-	-	-	2 131
Grandes entreprises	373 297	-660	21 818	-1 762	1 683	-945	396 798	363 263	-549	20 369	-1 761	8 452	-3 491	392 084
Clientèle de détail	15 934	-57	2 257	-337	7 822	-5 405	26 013	16 495	-106	3 197	-406	131	-65	19 823
Total	391 432	-717	24 075	-2 099	9 505	-6 350	425 012	381 889	-655	23 566	-2 167	8 583	-3 556	414 038

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

**Concentrations du risque de crédit par zone géographique :**

— Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	12 690 835	1 785 557	280 269	14 756 661	12 548 908	1 546 443	269 270	14 364 621
Autres pays de l'Union européenne	288 765	1 479	479	290 723	265 956	645	11	266 612
Autres pays d'Europe	14 869	255	202	15 326	14 718	354	217	15 289
Amérique du Nord	17 555	-	94	17 649	17 509	-	90	17 599
Amériques centrale et du Sud	112	-	-	112	120	-	-	120
Afrique et Moyen-Orient	4 008	487	162	4 657	4 212	261	133	4 606
Asie et Océanie (hors Japon)	3 979	-	1	3 980	3 808	69	1	3 878
Japon	270	-	-	270	286	-	-	286
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-32 698	-101 548	-163 088	-297 334	-29 316	-99 218	-157 860	-286 394
<b>Total</b>	<b>12 987 695</b>	<b>1 686 230</b>	<b>118 119</b>	<b>14 792 044</b>	<b>12 826 201</b>	<b>1 448 554</b>	<b>111 862</b>	<b>14 386 617</b>

— Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	10 401	-	-	10 401	10 503	-	-	10 503
Autres pays de l'Union européenne	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>10 401</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10 401</b>	<b>10 503</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10 503</b>



— Dettes envers la clientèle par zone géographique:

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	6 364 164	6 095 368
Autres pays de l'Union européenne	17 224	21 863
Autres pays d'Europe	10 912	10 703
Amérique du Nord	5 931	5 452
Amériques centrale et du Sud	458	270
Afrique et Moyen-Orient	4 062	4 093
Asie et Océanie (hors Japon)	4 170	2 846
Japon	132	247
Organismes supra-nationaux	-	-
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>6 407 053</b>	<b>6 140 842</b>

— Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole):

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	1 283 323	122 253	4 436	1 410 012	1 429 230	70 554	5 653	1 505 437
Autres pays de l'Union européenne	13 063	9	-	13 072	4 655	9	-	4 664
Autres pays d'Europe	236	6	-	242	398	8	-	406
Amérique du Nord	124	9	-	133	85	-	-	85
Amériques centrale et du Sud	4	-	-	4	5	-	-	5
Afrique et Moyen-Orient	244	-	-	244	52	-	-	52
Asie et Océanie (hors Japon)	423	1	-	424	337	1	-	338
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-5 044	-4 026	-510	-9 580	-3 541	-3 977	-554	-8 072
<b>Total</b>	<b>1 292 373</b>	<b>118 252</b>	<b>3 926</b>	<b>1 414 551</b>	<b>1 431 221</b>	<b>66 595</b>	<b>5 099</b>	<b>1 502 915</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

— Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole) :

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	391 404	24 075	9 505	424 984	381 833	23 566	8 583	413 982
Autres pays de l'Union européenne	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	28	-	-	28	56	-	-	56
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-717	-2 099	-6 350	-9 166	-655	-2 167	-3 556	-6 378
<b>Total</b>	<b>390 715</b>	<b>21 976</b>	<b>3 155</b>	<b>415 846</b>	<b>381 234</b>	<b>21 399</b>	<b>5 027</b>	<b>407 660</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan

#### Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

— Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique :

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	65 138	1 758	-	48 838	13 171	-	9 283	9 395	51 397
Administration générale	5 023	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	29 020	452	-	10 218	1 122	-	3 747	5 192	17 466
Clientèle de détail	31 095	1 306	-	38 620	12 049	-	5 536	4 203	33 931
<b>Total</b>	<b>65 138</b>	<b>1 758</b>	<b>-</b>	<b>48 838</b>	<b>13 171</b>	<b>-</b>	<b>9 283</b>	<b>9 395</b>	<b>51 397</b>

(En milliers d'Euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2023								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	183 518	1 323	-	44 964	13 327	-	8 270	8 092	43 017
Administration générale	91 347	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	56 216	303	-	8 256	4 158	-	3 513	3 919	11 853
Clientèle de détail	35 955	1 020	-	36 708	9 169	-	4 757	4 173	31 164
<b>Total</b>	<b>183 518</b>	<b>1 323</b>	<b>-</b>	<b>44 964</b>	<b>13 327</b>	<b>-</b>	<b>8 270</b>	<b>8 092</b>	<b>43 017</b>

**Note 3.2. Expositions au risque souverain.** — Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne au risque souverain sont les suivantes :

— Activité bancaire :

31/12/2024 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	-	-	10 070	10 070	-	10 070
Arabie saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	4 054	4 054	-	4 054
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	10 401	191 783	202 184	-2 021	200 163
Hong kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	3 368	3 368	-	3 368
<b>Total</b>	-	-	<b>10 401</b>	<b>209 275</b>	<b>219 676</b>	<b>-2 021</b>	<b>217 655</b>

31/12/2023 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	4 041	4 041	-	4 041
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	10 503	109 567	120 070	-	120 070
Hong kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	13 399	13 399	-	13 399
<b>Total</b>	-	-	<b>10 503</b>	<b>127 007</b>	<b>137 510</b>	-	<b>137 510</b>

**Note 3.3. Risque de marché** (Cf. Rapport de gestion chapitre Facteurs de risques)

**Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle.** — La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

— Instruments dérivés de couverture — juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	4 620	81 999	66 149	152 768
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>4 620</b>	<b>81 999</b>	<b>66 149</b>	<b>152 768</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>4 620</b>	<b>81 999</b>	<b>66 149</b>	<b>152 768</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	4 441	94 725	120 764	219 930
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>4 441</b>	<b>94 725</b>	<b>120 764</b>	<b>219 930</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>4 441</b>	<b>94 725</b>	<b>120 764</b>	<b>219 930</b>

— Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1 064	3 976	94 185	99 225
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>1 064</b>	<b>3 976</b>	<b>94 185</b>	<b>99 225</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif</b>	<b>1 064</b>	<b>3 976</b>	<b>94 185</b>	<b>99 225</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1	4 544	70 001	74 546
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>1</b>	<b>4 544</b>	<b>70 001</b>	<b>74 546</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif</b>	<b>1</b>	<b>4 544</b>	<b>70 001</b>	<b>74 546</b>

— Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	83	994	7 804	8 881
Instruments de devises et or	287	8	-	295
Autres instruments	9	-	32	41
<b>Sous-total</b>	<b>379</b>	<b>1 002</b>	<b>7 836</b>	<b>9 217</b>
Opérations de change à terme	697	-	-	697
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif</b>	<b>1 076</b>	<b>1 002</b>	<b>7 836</b>	<b>9 914</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	93	1 849	7 189	9 131
Instruments de devises et or	187	49	-	236
Autres instruments	104	-	66	170
<b>Sous-total</b>	<b>384</b>	<b>1 898</b>	<b>7 255</b>	<b>9 537</b>
Opérations de change à terme	260	41	-	301
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif</b>	<b>644</b>	<b>1 939</b>	<b>7 255</b>	<b>9 838</b>

— Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	83	994	7 862	8 939
Instruments de devises et or	287	8	-	295
Autres instruments	62	-	-	62
<b>Sous-total</b>	<b>432</b>	<b>1 002</b>	<b>7 862</b>	<b>9 296</b>
Opérations de change à terme	694	-	-	694
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>1 126</b>	<b>1 002</b>	<b>7 862</b>	<b>9 990</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	93	1 850	7 225	9 168
Instruments de devises et or	187	49	-	236
Autres instruments	52	-	-	52
<b>Sous-total</b>	<b>332</b>	<b>1 899</b>	<b>7 225</b>	<b>9 456</b>
Opérations de change à terme	236	42	-	278
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>568</b>	<b>1 941</b>	<b>7 225</b>	<b>9 734</b>

— Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	4 925 165	4 636 722
Instruments de devises et or	54 080	74 706
Autres instruments	655	655
<b>Sous-total</b>	<b>4 979 900</b>	<b>4 712 083</b>
Opérations de change à terme	12 811	27 617
<b>Total notionnels</b>	<b>4 992 711</b>	<b>4 739 700</b>

#### Risque de change.

(Cf. Rapport de gestion chapitre Facteurs de Risques)

#### Note 3.4. Risque de liquidité et de financement

(Cf. Rapport de gestion chapitre Facteurs de risques)

— Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	835 929	185 140	1 307 694	65 520	297	2 394 580
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	918 666	1 580 907	4 752 528	6 941 037	10 416	14 203 554
<b>Total</b>	<b>1 754 595</b>	<b>1 766 047</b>	<b>6 060 222</b>	<b>7 006 557</b>	<b>10 713</b>	<b>16 598 134</b>
Dépréciations						-296 524
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>16 301 610</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	838 270	12 143	874 542	114 373	261	1 839 589
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	860 406	1 497 903	4 790 137	6 860 937	40 357	14 049 740
<b>Total</b>	<b>1 698 676</b>	<b>1 510 046</b>	<b>5 664 679</b>	<b>6 975 310</b>	<b>40 618</b>	<b>15 889 329</b>
Dépréciations						-285 461
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>15 603 868</b>

— Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 114 909	1 970 838	4 312 514	2 133 788	-	9 532 049
Dettes envers la clientèle	4 817 863	432 445	1 156 671	74	-	6 407 053
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>5 932 772</b>	<b>2 403 283</b>	<b>5 469 185</b>	<b>2 133 862</b>	<b>-</b>	<b>15 939 102</b>

(En milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 175 764	1 332 704	4 433 159	1 955 995	-	8 897 622
Dettes envers la clientèle	4 901 856	454 504	784 416	66	-	6 140 842
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>6 077 620</b>	<b>1 787 208</b>	<b>5 217 575</b>	<b>1 956 061</b>	<b>-</b>	<b>15 038 464</b>



— Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	274	-	-	49 324	-	49 598
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>274</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>49 324</b>	<b>-</b>	<b>49 598</b>
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	336	-	-	39 523	-	39 859
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>336</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>39 523</b>	<b>-</b>	<b>39 859</b>
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

#### Garanties financières en risque données par maturité attendue.

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	-	-	-	-	-	-

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	-	-	-	-	-	-

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 « Risque de marché »

#### Note 3.5. Comptabilité de couverture.

(Cf. Note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Gestion des risques – Gestion du bilan » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

— Couverture de juste valeur : Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

— Couverture de flux de trésorerie : Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

— Couverture d'un investissement net en devise : Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

— Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	152 768	99 225	4 534 535	219 930	74 546	4 288 914
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
<b>Total Instruments dérivés de couverture</b>	<b>152 768</b>	<b>99 225</b>	<b>4 534 535</b>	<b>219 930</b>	<b>74 546</b>	<b>4 288 914</b>

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2024 au titre de ce contexte de marché de hausse des taux.

— Opérations sur instruments dérivés de couverture: analyse par durée résiduelle (notionnels):

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	658 552	1 569 874	2 306 109	4 534 535
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>658 552</b>	<b>1 569 874</b>	<b>2 306 109</b>	<b>4 534 535</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Notionnel des instruments dérivés de couverture</b>	<b>658 552</b>	<b>1 569 874</b>	<b>2 306 109</b>	<b>4 534 535</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	258 126	1 688 755	2 342 033	4 288 914
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>258 126</b>	<b>1 688 755</b>	<b>2 342 033</b>	<b>4 288 914</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Notionnel des instruments dérivés de couverture</b>	<b>258 126</b>	<b>1 688 755</b>	<b>2 342 033</b>	<b>4 288 914</b>

La note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

Couverture de juste valeur

— Instruments dérivés de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	9 874	15 945	-5 111	295 535	8 537	5 333	-6 999	192 914
Taux d'intérêt	9 874	15 945	-5 111	295 535	8 537	5 333	-6 999	192 914
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	9 874	15 945	-5 111	295 535	8 537	5 333	-6 999	192 914
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	142 894	83 280	-77 668	4 239 000	211 393	69 213	-203 960	4 096 000
Total couverture de juste valeur	152 768	99 225	-82 779	4 534 535	219 930	74 546	-210 959	4 288 914

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

— Eléments couverts :

Micro-couvertures (En milliers d'Euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
<b>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>10 396</b>	<b>-</b>		<b>254</b>	<b>10 499</b>	<b>-</b>		<b>374</b>
Taux d'intérêt	10 396	-		254	10 499	-		374
Change	-	-		-	-	-		-
Autres	-	-		-	-	-		-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	286 334	1 658	-	4 760	178 921	-3 102	-	6 563
Taux d'intérêt	286 334	1 658	-	4 760	178 921	-3 102	-	6 563
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif</b>	<b>296 730</b>	<b>1 658</b>	<b>-</b>	<b>5 014</b>	<b>189 420</b>	<b>-3 102</b>	<b>-</b>	<b>6 937</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures (En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-		-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	4 239 000	-49 488	4 096 000	-125 136
Total - actifs	4 239 000	-49 488	4 096 000	-125 136
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-	-	-	-
<b>Total - passifs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des

instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

— Résultat de la comptabilité de couverture :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	-82 779	82 506	-273	-210 959	209 489	-1 470
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total	-82 779	82 506	-273	-210 959	209 489	-1 470

**Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger.** — Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'a pas comptabilisé de transactions en couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger sur l'exercice.

**Note 3.6. Risques opérationnels**  
(Cf. Rapport de gestion – Chapitre Facteurs de Risques)

**Note.3.7. Gestion du capital et ratios réglementaires.** — Conformément au règlement européen (UE) 575/2013<sup>3</sup> (CRR), le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne est soumis au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne (UE) 2013/36<sup>4</sup> et du règlement européen (UE) 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

- Les fonds propres sont répartis en trois catégories :
- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
  - les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;
  - les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 ou Tier 2 (T2) composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnu en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2* (T2). Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier".

En 2024 comme en 2023 et selon la réglementation en vigueur, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a respecté les exigences réglementaires.

<sup>3</sup> Tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 de juin 2019, du règlement (UE) 2020/873 de juin 2020 et du règlement (UE) 2024/1623 de juin 2024 pour les exigences réglementaires ayant une date d'application anticipée au 9 juillet 2024.

<sup>4</sup> Telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la directive (UE) 2019/878 de juin 2019.

**Note 4. Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.****Note 4.1. Produits et charges d'intérêts ::**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur les actifs financiers au coût amorti	429 355	368 501
Opérations avec les établissements de crédit	9 372	5 609
Opérations internes au Crédit Agricole	85 184	81 610
Opérations avec la clientèle	322 622	273 666
Opérations de location-financement	-	-
Titres de dettes	12 177	7 616
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	271	268
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	271	268
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	161 343	128 411
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>590 969</b>	<b>497 180</b>
Sur les passifs financiers au coût amorti	-392 465	-319 659
Opérations avec les établissements de crédit	-7 098	-14 623
Opérations internes au Crédit Agricole	-313 724	-268 478
Opérations avec la clientèle	-69 769	-35 029
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	-1 874	-1 529
Dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-65 467	-44 024
Autres intérêts et charges assimilées	-158	-159
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-458 090</b>	<b>-363 842</b>
(1) dont 7 122 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2024 contre 6 222 milliers d'euros au 31 décembre 2023		
(2) dont 4 801 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2024 contre 4 419 milliers d'euros au 31 décembre 2023. [Les bonifications de l'Etat concernent les prêts effectués auprès de la clientèle.]		

Les montants d'intérêts négatifs enregistrés en produits d'intérêts pour les passifs financiers et charges d'intérêts pour les actifs financiers sont respectivement de 4 853 milliers d'euros et 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 2 943 milliers d'euros et 2 538 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

**Note 4.2. Produits et charges de commissions :**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	681	-52	629	618	-276	342
Sur opérations internes au Crédit Agricole	30 968	-46 742	-15 774	40 389	-45 558	-5 169
Sur opérations avec la clientèle	11 909	-505	11 404	11 471	-528	10 943
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	178	-	178	176	-	176
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	347	-	347	131	-1	130
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	165 340	-12 701	152 639	162 034	-11 596	150 438
Gestion d'opc, fiducie et activités analogues	5 113	-95	5 018	4 854	-87	4 767
<b>Total Produits et charges de commissions</b>	<b>214 536</b>	<b>-60 095</b>	<b>154 441</b>	<b>219 673</b>	<b>-58 046</b>	<b>161 627</b>

**Note 4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes reçus	892	603
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	-184	35
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	795	1 264
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	6 534	5 131
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	497	391
Résultat de la comptabilité de couverture	-273	-1 470
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>8 261</b>	<b>5 954</b>
<i>(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat)</i>		

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>28 364</b>	<b>-28 461</b>	<b>-97</b>	<b>30 128</b>	<b>-30 190</b>	<b>-62</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	16 637	-11 623	5 014	18 149	-11 212	6 937
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	11 727	-16 838	-5 111	11 979	-18 978	-6 999
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>488 382</b>	<b>-488 558</b>	<b>-176</b>	<b>604 950</b>	<b>-606 358</b>	<b>-1 408</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	283 025	-205 533	77 492	404 455	-201 903	202 552
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	205 357	-283 025	-77 668	200 495	-404 455	-203 960
<b>Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>516 746</b>	<b>-517 019</b>	<b>-273</b>	<b>635 078</b>	<b>-636 548</b>	<b>-1 470</b>

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,...) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

**Note 4.4. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	68 588	55 985
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>68 588</b>	<b>55 985</b>

**Note 4.5. Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
<b>Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Titres de dettes	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
<b>Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (1)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<i>(1) Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.9 « Coût du risque »</i>		

**Note 4.6. Produits (charges) nets des autres activités :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-
Produits nets des immeubles de placement	-131	-
Autres produits (charges) nets	1 533	1 678
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>1 402</b>	<b>1 678</b>

**Note 4.7. Charges générales d'exploitation :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	-139 358	-132 504
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-3 837	-6 469
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-71 926	-71 595
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-215 121</b>	<b>-210 568</b>
<i>(1) Dont 0 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024. contre 1 802 milliers d'euros au 31 décembre 2023.</i>		

**Honoraires des commissaires aux comptes.** — La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne intégrées globalement est la suivante au titre de 2024 :

Collège des Commissaires aux comptes du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne

(En milliers d'Euros hors taxes)	KPMG SA		Exco SOCODEC		Total
	2024	2023	2024	2023	2024
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	95		70	69	165
Services autres que la certification des comptes	7		8	8	15
<b>Total</b>	<b>102</b>		<b>78</b>	<b>77</b>	<b>180</b>

Le montant total des honoraires du cabinet KPMG SA, Commissaire aux comptes du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 102 milliers d'euros, dont 95 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne et ses filiales, et 7 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (examen des conventions réglementées, comptes globalisés et contrôles des différents rapports).



Le montant total des honoraires du cabinet Exco Socodec, Commissaire aux comptes du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 78 milliers d'euros, dont 70 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne et ses filiales, et 8 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (examen des conventions réglementées, comptes globalisés et contrôles des différents rapports).

Autres Commissaires aux comptes intervenant sur les sociétés du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne, consolidées par intégration globale

(En milliers d'euros hors taxes)	Ernst & Young Audit		JPA Audit		Albouy Consult		Total
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	19	115					19
Services autres que la certification des comptes	2	22	5	6	9		16
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>137</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>9</b>		<b>35</b>

**Note 4.8. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>-12 784</b>	<b>-11 473</b>
Immobilisations corporelles (1)	-12 764	-11 446
Immobilisations incorporelles	-20	-27
<b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>	<b>364</b>	<b>104</b>
Immobilisations corporelles (2)	364	104
Immobilisations incorporelles	-	-
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-12 420</b>	<b>-11 369</b>
<i>(1) Dont 1 106 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2024 contre 1 279 milliers d'euros au 31 décembre 2023</i>		

**Note 4.9. Coût du risque :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)</b>	<b>-7 259</b>	<b>12 821</b>
<b>Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>	<b>-4 948</b>	<b>4 042</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-1	-1
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-3 382	3 072
Engagements par signature	-1 565	971
<b>Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>	<b>-2 311</b>	<b>8 779</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-2 330	7 303
Engagements par signature	19	1 476
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)</b>	<b>-22 123</b>	<b>-39 813</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-18 964	-37 084
Engagements par signature	-3 159	-2 729
<b>Autres actifs (C)</b>	<b>-</b>	<b>50</b>
<b>Risques et charges (D)</b>	<b>847</b>	<b>-281</b>
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)= (A)+(B)+(C)+(D)</b>	<b>-28 535</b>	<b>-27 223</b>
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-508	-321
Récupérations sur prêts et créances	457	851
Comptabilisés au coût amorti	457	851
Comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-108	-182
Pertes sur engagements par signature	-179	-
Autres pertes	-68	-97
Autres produits	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>-30 635</b>	<b>-26 972</b>

Note 4.10. Gains ou pertes nets sur autres actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-263	-518
Plus-values de cession	154	118
Moins-values de cession	-417	-636
Résultat de cession sur participations consolidées	-	-
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-263	-518

Note 4.11. Impôts :

— Charge d'impôt :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charge d'impôt courant	-14 350	-16 302
Charge d'impôt différé	2 157	1 247
Total Charge d'impôt	-12 193	-15 055

— Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté :

Au 31 décembre 2024 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	107 132	25,83%	-27 672
Effet des différences permanentes		-14,69%	15 733
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,87%	-930
Effet de l'imposition à taux réduit		- 0,67%	714
Changement de taux		0,00%	-
Effet des autres éléments		0,04%	-38
Taux et charge effectifs d'impôt		11,38%	-12 193

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2023 :

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	109 155	25,83%	-28 195
Effet des différences permanentes		-11,72%	12 794
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,65%	-709
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		- 0,59%	648
Effet de l'imposition à taux réduit		- 0,37%	406
Changement de taux			
Effet des autres éléments			
Taux et charge effectifs d'impôt		13,79%	-15 055

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2023.

**Note 4.12. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.**

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>		
<b>Gains et pertes sur écarts de conversion</b>	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</b>	<b>-109</b>	<b>-96</b>
Ecart de réévaluation de la période	-109	-96
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>28</b>	<b>25</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>-81</b>	<b>-71</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	118	-1 777
<b>Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables</b>	<b>158 248</b>	<b>148 547</b>
Ecart de réévaluation de la période	157 678	149 084
Transferts en réserves	570	-537
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-4 932</b>	<b>-3 871</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>153 434</b>	<b>142 899</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>153 353</b>	<b>142 828</b>
Dont part du Groupe	153 353	142 828
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

**Note 5. Informations sectorielles**

— Définition des secteurs opérationnels : En application d'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction pour le pilotage du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne, l'évaluation des performances et l'affectation des ressources aux secteurs opérationnels identifiés.

Le secteur opérationnel présenté dans le reporting interne correspondant aux métiers du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne et conformes à la nomenclature en usage au sein de Crédit Agricole S.A., est celui de « Banque de proximité en France ».

**Note 6. Notes relatives au bilan****Note 6.1. Caisse, banques centrales :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	46 166	-	48 565	-
Banques centrales	6 128	-	300	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>52 294</b>	<b>-</b>	<b>48 865</b>	<b>-</b>

**Note 6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat**

— Actifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 914	9 838
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	243 713	134 685
Instruments de capitaux propres	35 780	13 781
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (1)	207 933	120 904
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>253 627</b>	<b>144 523</b>
Dont Titres prêtés	-	-
<i>(1) Dont 201 895 milliers d'euros d'opc au 31 décembre 2024 contre 114 904 milliers d'euros au 31 décembre 2023</i>		

— Passifs financiers à la juste valeur par résultat :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	9 990	9 736
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>9 990</b>	<b>9 736</b>

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

**Note 6.3. Instruments dérivés de couverture**

L'information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

**Note 6.4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	10 401	40	-	10 503	149	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 781 869	530 924	-19 991	1 585 544	373 048	-20 362
<b>Total</b>	<b>1 792 270</b>	<b>530 964</b>	<b>-19 991</b>	<b>1 596 047</b>	<b>373 197</b>	<b>-20 362</b>

— Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	10 401	40	-	10 503	149	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
<b>Total des titres de dettes</b>	<b>10 401</b>	<b>40</b>	<b>-</b>	<b>10 503</b>	<b>149</b>	<b>-</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
<b>Total des prêts et créances</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>10 401</b>	<b>40</b>	<b>-</b>	<b>10 503</b>	<b>149</b>	<b>-</b>
Impôts sur les bénéfices		-10	-		-38	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)</b>		<b>30</b>	<b>-</b>		<b>111</b>	<b>-</b>

#### Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

— Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	8 478	-	-	7 559	-	-
Titres de participation non consolidés	1 773 391	530 924	-19 991	1 577 985	373 048	-20 362
<b>Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>	<b>1 781 869</b>	<b>530 924</b>	<b>-19 991</b>	<b>1 585 544</b>	<b>373 048</b>	<b>-20 362</b>
Impôts sur les bénéfices		-16 094	-		-11 193	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>514 830</b>	<b>-19 991</b>		<b>361 855</b>	<b>-20 362</b>

— Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	1 811	830	-1 400	1 208	537	-
<b>Total Placements dans des instruments de capitaux propres</b>	<b>1 811</b>	<b>830</b>	<b>-1 400</b>	<b>1 208</b>	<b>537</b>	<b>-</b>
Impôts sur les bénéfices		-	-		-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>830</b>	<b>-1 400</b>		<b>537</b>	<b>-</b>

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné

Au cours de l'exercice, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a procédé à la cession du titre de la sas Crédit Agricole CAC PME et a dégagé un gain de 830 milliers d'euros. Cette cession s'inscrit dans le cadre de la réduction de capital par voie de rachat d'actions de la SAS Crédit Agricole CAC PME. Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a également dégagé une perte de 1 400 milliers d'euros dans le cadre d'une augmentation puis réduction de capital dans la sas VILLAGE By CA CB.

**Note 6.5. Actifs financiers au coût amorti :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 394 579	1 839 588
Prêts et créances sur la clientèle	13 907 031	13 764 280
Titres de dettes	717 591	591 390
<b>Valeur au bilan</b>	<b>17 019 201</b>	<b>16 195 258</b>

— Prêts et créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Etablissements de crédit :</b>		
Comptes et prêts	85 159	30 308
Dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	65 454	24 691
Dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	81 624	-
Prêts subordonnés	640	640
Autres prêts et créances	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>167 423</b>	<b>30 948</b>
Dépréciations	-1	-1
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b>	<b>167 422</b>	<b>30 947</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole :</b>		
Comptes ordinaires	509 648	710 575
Titres reçus en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	1 717 509	1 098 066
Prêts subordonnés	-	-
<b>Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>2 227 157</b>	<b>1 808 641</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 394 579</b>	<b>1 839 588</b>

— Prêts et créances sur la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Opérations avec la clientèle:</b>		
Créances commerciales	12 044	13 979
Autres concours à la clientèle	14 128 641	13 939 442
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	492	492
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	10 570	40 706
Comptes ordinaires débiteurs	51 807	55 121
<b>Valeur brute</b>	<b>14 203 554</b>	<b>14 049 740</b>
Dépréciations	-296 523	-285 460
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>13 907 031</b>	<b>13 764 280</b>
<b>Opérations de location-financement:</b>		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Dépréciations	-	-
<b>Valeur nette des opérations de location-financement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>13 907 031</b>	<b>13 764 280</b>

— Titres de dettes :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	209 376	127 067
Obligations et autres titres à revenu fixe	509 025	465 256
<b>Total</b>	<b>718 401</b>	<b>592 323</b>
Dépréciations	-810	-933
<b>Valeur au bilan</b>	<b>717 591</b>	<b>591 390</b>

**Note 6.6. Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue**

— Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024 :

Nature des actifs transférés (en milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisée (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Juste valeur nette			
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	136 707	55 267	81 440	-	136 250	130 764	49 324	81 440	-	136 676	-426	-	-	-
Titres de dettes	81 440	-	81 440	-	81 440	81 440	-	81 440	-	87 475	-6 035	-	-	-
Prêts et créances	55 267	55 267	-	-	54 810	49 324	49 324	-	-	49 201	5 609	-	-	-
<b>Total Actifs financiers</b>	136 707	55 267	81 440	-	136 250	130 764	49 324	81 440	-	136 676	-426	-	-	-
Opérations de location-financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total actifs transférés</b>	136 707	55 267	81 440	-	136 250	130 764	49 324	81 440	-	136 676	-426	-	-	-

— Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023 :

Nature des actifs transférés (en milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisé e (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur	Juste valeur nette			
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	40 019	40 019	-	-	42 086	39 859	39 859	-	-	39 859	2 227	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	40 019	40 019	-	-	42 086	39 859	39 859	-	-	39 859	2 227	-	-	-
Total Actifs financiers	40 019	40 019	-	-	42 086	39 859	39 859	-	-	39 859	2 227	-	-	-
Opérations de location-financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total actifs transférés	40 019	40 019	-	-	42 086	39 859	39 859	-	-	39 859	2 227	-	-	-

— Titrisations : Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens d'IFRS 7. En effet, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne-Bourgogne n'est pas concerné par de telles opérations.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024 :

Au titre de l'exercice comme sur l'exercice précédent, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

Note 6.7. Passifs financiers au coût amorti :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	9 532 049	8 897 622
Dettes envers la clientèle	6 407 053	6 140 842
Dettes représentées par un titre	49 598	39 859
Valeur au bilan	15 988 700	15 078 323



— Dettes envers les établissements de crédit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Etablissements de crédit :</b>		
Comptes et emprunts	27 555	12 920
Dont comptes ordinaires créditeurs	22 337	9 231
Dont comptes et emprunts au jour le jour	-	-
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	81 608	-
<b>Total</b>	<b>109 163</b>	<b>12 920</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole :</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	9 422 886	8 884 702
<b>Total</b>	<b>9 422 886</b>	<b>8 884 702</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>9 532 049</b>	<b>8 897 622</b>

— Dettes envers la clientèle :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	4 487 919	4 611 871
Comptes d'épargne à régime spécial	66 523	73 494
Autres dettes envers la clientèle	1 852 611	1 455 477
Titres donnés en pension livrée	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 407 053</b>	<b>6 140 842</b>

— Dettes représentées par un titre :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	-	-
Emprunts obligataires	49 598	39 859
Autres dettes représentées par un titre	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>49 598</b>	<b>39 859</b>

#### Note 6.8. Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

— Compensation – Actifs financiers :

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	162 682	-	162 682	100 382	53 170	9 130
Prises en pension de titres (2)	81 624	-	81 624	81 608	-	16
Autres instruments financiers (3)	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>244 306</b>	<b>-</b>	<b>244 306</b>	<b>181 990</b>	<b>53 170</b>	<b>9 146</b>

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	229 768	-	229 768	75 282	147 844	6 642
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>229 768</b>	<b>-</b>	<b>229 768</b>	<b>75 282</b>	<b>147 844</b>	<b>6 642</b>

— Compensation – Passifs financiers :

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	109 215	-	109 215	100 382	-	8 833
Mises en pension de titres (2)	81 608	-	81 608	81 608	-	-
Autres instruments financiers (3)	-	-	-	-	-	-
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>190 823</b>	<b>-</b>	<b>190 823</b>	<b>181 990</b>	<b>-</b>	<b>8 833</b>

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	84 280	-	84 280	75 282	-	8 998
Mises en pension de titres (2)	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers (3)	-	-	-	-	-	-
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>84 282</b>	<b>-</b>	<b>84 282</b>	<b>75 282</b>	<b>-</b>	<b>9 000</b>

**Note 6.9. Actifs et passifs d'impôts courants et différés :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	4 671	1 528
Impôts différés	45 024	49 726
<b>Total Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>49 695</b>	<b>51 254</b>
Impôts courants	1 332	1 555
Impôts différés	2	-
<b>Total Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>1 334</b>	<b>1 555</b>

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
<b>Décalages temporaires comptables-fiscaux</b>	<b>67 475</b>	-	<b>64 241</b>	-
Charges à payer non déductibles	264	-	257	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	61 815	-	58 800	-
Autres différences temporaires	5 518	126	5 329	149
<b>Impôts différés sur réserves latentes</b>	<b>-15 750</b>	-	<b>-10 791</b>	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	16 105	-	11 232
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	355	-	441	-
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
<b>Impôts différés sur résultat</b>	<b>-6 701</b>	<b>2</b>	<b>-3 724</b>	-
<b>Total Impôts différés</b>	<b>45 024</b>	<b>2</b>	<b>49 726</b>	-

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

**Note 6.10. Comptes de régularisation actif, passif et divers**

— Comptes de régularisation et actifs divers :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Autres actifs</b>	<b>105 759</b>	<b>89 436</b>
Comptes de stocks et emplois divers	-	-
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	-	-
Débiteurs divers (1)	105 525	89 282
Comptes de règlements	234	154
Capital souscrit non versé	-	-
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>120 246</b>	<b>192 021</b>
Comptes d'encaissement et de transfert	54 198	94 536
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	-
Produits à recevoir	63 583	95 538
Charges constatées d'avance	476	766
Autres comptes de régularisation	1 989	1 181
<b>Valeur au bilan</b>	<b>226 005</b>	<b>281 457</b>
<i>(1) Dont 3 574 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 3 522 milliers d'euros au 31 décembre 2023</i>		

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2024, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 52 millions d'euros ; il n'y a pas de cotisation en Charges générales d'exploitation (annexe 4.8 « Charges générales d'exploitation »).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 3 574 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 3 522 millions d'euros au 31 décembre 2023.

— Comptes de régularisation et passifs divers :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Autres passifs (1)</b>	<b>211 988</b>	<b>287 367</b>
Comptes de règlements	30	5
Créditeurs divers	155 417	237 120
Versements restant à effectuer sur titres	54 286	46 330
Dettes locatives	2 255	3 912
Autres	-	-
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>149 122</b>	<b>151 973</b>
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	47 393	6 380
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	14	15
Produits constatés d'avance	52 448	47 129
Charges à payer	44 691	85 947
Autres comptes de régularisation	4 576	12 502
<b>Valeur au bilan</b>	<b>361 110</b>	<b>439 340</b>
(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées		
(2) Les montants sont indiqués en net		

#### Note 6.11. Immeubles de placement :

Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	2 186	-	-	-	-	1 237	3 423
Amortissements et dépréciations	-811	-	-151	-	-	-786	-1 748
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>1 375</b>	<b>-</b>	<b>-151</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>451</b>	<b>1 675</b>
(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple							

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Valeur brute	2 643	-	5	-462	-	-	2 186
Amortissements et dépréciations	-1 076	-	-51	316	-	-	-811
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>1 567</b>	<b>-</b>	<b>-46</b>	<b>-146</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 375</b>
(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple							

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

#### Note 6.12. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation :</b>							
Valeur brute	260 738	-	25 721	-11 169	-	-1 238	274 052
Amortissements et dépréciations	-155 550	-	-12 978	6 728	-	787	-161 013
Valeur au bilan	105 188	-	12 743	-4 441	-	-451	113 039
<b>Immobilisations incorporelles :</b>							
Valeur brute	1 289	-	8	-	-	-	1 297
Amortissements et dépréciations	-1 248	-	-20	-	-	-	-1 269
<b>Valeur au bilan</b>	<b>41</b>	<b>-</b>	<b>-12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation :</b>							
Valeur brute	237 237	-	28 681	-5 180	-	-	260 738
Amortissements et dépréciations	-145 419	-	-11 447	1 316	-	-	-155 550
<b>Valeur au bilan</b>	<b>91 818</b>	<b>-</b>	<b>17 234</b>	<b>-3 864</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>105 188</b>
<b>Immobilisations incorporelles :</b>							
Valeur brute	1 274	-	15	-	-	-	1 289
Amortissements et dépréciations	-1 221	-	-27	-	-	-	-1 248
<b>Valeur au bilan</b>	<b>53</b>	<b>-</b>	<b>-12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>41</b>

**Note 6.13. Provisions :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne-logement (1)	5 694	-	-	-	-1 435	-	-	4 259
Risques d'exécution des engagements par signature (2)	14 450	-	44 497	-409	-39 792	-	-	18 746
Risques opérationnels (3)	14 390	-	3 673	-600	-4 714	-	-	12 749
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (4)	2 669	-	165	-87	-34	-	-334	2 379
Litiges divers (5)	1 221	-	295	-92	-601	-	-	823
Participations (6)	716	-	394	-	-330	-	-	780
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques (7)	2 491	-	3 462	-1 430	-20	-	-	4 503
<b>Total</b>	<b>41 631</b>	<b>-</b>	<b>52 486</b>	<b>-2 618</b>	<b>-46 926</b>	<b>-</b>	<b>-334</b>	<b>44 239</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Risques sur les produits épargne-logement (1)	11 758	-	133	-	-6 197	-	-	5 694
Risques d'exécution des engagements par signature (2)	14 168	-	40 203	-	-39 921	-	-	14 450
Risques opérationnels (3)	15 019	-	1 041	-	-1 670	-	-	14 390
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (4)	778	-	259	-88	-	-	1 720	2 669
Litiges divers (5)	1 397	-	482	-73	-585	-	-	1 221
Participations (6)	-	-	716	-	-	-	-	716
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques (7)	1 623	-	2 533	-1 623	-42	-	-	2 491
<b>Total</b>	<b>44 743</b>	<b>-</b>	<b>45 367</b>	<b>-1 784</b>	<b>-48 415</b>	<b>-</b>	<b>1 720</b>	<b>41 631</b>

**Commentaires :**

(1) Voir note ci-après.

(2) Provisions liées à l'exécution des engagements de financement et de garanties données.

(3) Ce dispositif est décrit de manière détaillée dans le Rapport de Gestion.

(4) Provisions constituées pour faire face aux engagements de l'entreprise vis-à-vis des membres de son personnel.

Sont constatés sous cette rubrique pour l'exercice 2024 :

- les médailles du travail pour 898 milliers d'euros
- les avantages post-emploi IAS 19 (dont 334 milliers d'euros indiqués en " autres mouvements " au titre des écarts actuariels constatés dans le cadre de l'application IAS19).

(5) Provisions destinées à couvrir les risques juridiques (procédures judiciaires avec la clientèle).

(6) Provisions couvrant des risques sur participation au-delà de la valeur des titres détenus.

(7) Provisions constituées pour couvrir les risques et charges divers (dont essentiellement provision pour intérêts sur DAT à taux progressif).

— Provision épargne-logement :

– Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	101 003	172 731
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	462 311	198 539
Ancienneté de plus de 10 ans	1 537 678	2 007 759
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 100 992</b>	<b>2 379 029</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>296 233</b>	<b>293 840</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>2 397 225</b>	<b>2 672 869</b>

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024 et à fin novembre 2023 pour les données au 31 décembre 2023.

– Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023 (1)
Plans d'épargne-logement	11 476	2 576
Comptes épargne-logement	6 242	3 481
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>17 718</b>	<b>6 057</b>
<i>(1) Une régularisation a été effectuée sur ces données</i>		

– Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	385	879
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	320	604
Ancienneté de plus de 10 ans	3 438	4 078
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>4 143</b>	<b>5 561</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>116</b>	<b>133</b>
<b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>4 259</b>	<b>5 694</b>

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 4 259 milliers d'euros.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours.

Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2.5%, 2%, 1.5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0.1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 6,70% pour la Caisse régionale. Une hausse de 0.1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 17,99% pour la Caisse régionale.

Il est à noter que la mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Épargne Logement aurait entraîné une reprise mécanique de 44% du montant provisionné en lien avec une baisse des taux annuels moyens de près de 50bps.

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes" de la partie « Cadregénéral ».

**Note 6.14. Capitaux propres**

— Composition du capital au 31 décembre 2024 :  
La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.  
La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947. A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse Régionale	Nombre de titres au 31/12/2023	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2024	% Du capital	% Des droits de vote
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	-	-	-	-	<b>29,36%</b>	<b>0,00%</b>
Dont part du Public	321 470	-	-927	320 543	4,35%	0,00%
Dont part Caisses Locales	78	927		1 005	0,01%	0,00%
Dont part Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part Sacam Mutualisation	1 842 570	-	-	1 842 570	25,00%	0,00%
<b>Parts sociales</b>	-	-	-	-	<b>70,64%</b>	<b>100,00%</b>
Dont 84 caisses locales	5 206 045	-	-	5 206 045	70,64%	97,68%
Dont 18 administrateurs de la Caisse régionale	36	8	-8	36	0,00%	2,20%
Dont crédit agricole s.a.	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont sacam mutualisation	2	-	-	2	0,00%	0,12%
Dont autres	-	-	-	-	0,00%	0,00%
<b>Total</b>	<b>7 370 201</b>	<b>935</b>	<b>-935</b>	<b>7 370 201</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

La valeur nominale des titres est de 15,25 euros et le montant total du capital est de 112 396 milliers d'euros.  
Au 31 décembre 2024, le capital social du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne, s'élève à 112 396 milliers d'euros composé de 5 206 083 parts sociales et de 2 164 118 CCA.

**Rémunération par titre de capital.** — Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole de Champagne Bourgogne sont composés de parts sociales, et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.



**Dividendes.** — Au titre de l'exercice 2024, le Conseil d'administration du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 27 mars 2025 le paiement d'un dividende par CCA de 3,73 euros et le paiement d'un intérêt par part sociale de 0,47 euros, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Année de rattachement du dividende	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net
2021	3,57	0,29
2022	3,54	0,41
2023	3,71	0,52
Prévu 2024	3,73	0,47

— Dividendes payés au cours de l'exercice :  
Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 16 161 milliers d'euros en 2024 contre 12 562 milliers d'euros en 2023.

**Affectations du résultat et fixation du dividende 2024.** — L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2024 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne du 27 mars 2025.

Le texte de la résolution est le suivant :  
« **Affectation du résultat**  
Il est précisé que le résultat net de l'exercice 2024 s'élève à 91.618.870,41 euros.  
Le résultat à affecter s'élève donc à 91.618.870,41 euros.  
Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat comme suit :

Au titre des intérêts aux parts sociales	2.461.175,88 euros
Au titre des dividendes à verser aux Certificats Coopératifs d'associés	8.072.160,14 euros
A la réserve légale pour les ¼ du solde	60.814.150,79 euros
A la réserve facultative	20.271.383,60 euros

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les rémunérations suivantes avaient été versées au titre des trois exercices précédents :

Exercice	Intérêts aux parts sociales	Dividendes des Certificats Coopératifs d'Associés	Montant global
2021	1.508.462,58 euros	7.725.901,26 euros	9.234.363,84 euros
2022	2.143.604,60 euros	7.660.977,72 euros	9.804.582,32 euros
2023	2.699.354,12 euros	8.028.877,78 euros	10.728.231,90 euros

La rémunération proposée au titre de l'exercice 2024, ainsi que celles versées les années précédentes, sont éligibles conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, à la réfaction mentionnée dans l'article 158-3-2° du Code général des impôts, étant précisé que seuls les sociétaires personnes physiques résidant en France peuvent bénéficier de cette réfaction. »

**Note 6.15. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle.** — La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

(En milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	52 294	-	-	-	-	52 294
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	797	671	1 002	13 103	238 054	253 627
Instruments dérivés de couverture	513	4 107	81 999	66 149	-	152 768
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5	241	10 155	-	1 781 869	1 792 270
Actifs financiers au coût amorti	1 667 156	1 775 657	6 181 018	7 384 657	10 713	17 019 201
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-49 488	-	-	-	-	-49 488
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>1 671 277</b>	<b>1 780 676</b>	<b>6 274 174</b>	<b>7 463 909</b>	<b>2 030 636</b>	<b>19 220 672</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	460	666	1 002	7 862	-	9 990
Instruments dérivés de couverture	-	1 064	3 976	94 185	-	99 225
Passifs financiers au coût amorti	5 933 046	2 403 283	5 469 185	2 183 186	-	15 988 700
Dettes subordonnées	-	-	-	428	-428	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
<b>Total Passifs financiers par échéance (1)</b>	<b>5 933 506</b>	<b>2 405 013</b>	<b>5 474 163</b>	<b>2 285 661</b>	<b>-428</b>	<b>16 097 915</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	48 865	-	-	-	-	48 865
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	593	397	1 939	12 442	129 152	144 523
Instruments dérivés de couverture	868	3 573	94 725	120 764	-	219 930
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4	240	10 259	-	1 585 544	1 596 047
Actifs financiers au coût amorti	1 612 185	1 503 186	5 780 768	7 258 501	40 618	16 195 258
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-125 136	-	-	-	-	-125 136
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>1 537 379</b>	<b>1 507 396</b>	<b>5 887 691</b>	<b>7 391 707</b>	<b>1 755 314</b>	<b>18 079 487</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	178	392	1 941	7 225	-	9 736
Instruments dérivés de couverture	-	1	4 544	70 001	-	74 546
Passifs financiers au coût amorti	6 077 956	1 787 208	5 217 575	1 995 584	-	15 078 323
Dettes subordonnées	-	-	-	428	-428	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
<b>Total Passifs financiers par échéance (1)</b>	<b>6 078 134</b>	<b>1 787 601</b>	<b>5 224 060</b>	<b>2 073 238</b>	<b>-428</b>	<b>15 162 605</b>

**Note 7. Avantages au personnel et autres rémunérations****Note 7.1. Détail des charges de personnel :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements (1)	-74 421	-72 092
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-8 896	-8 470
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-2 193	-741
Autres charges sociales	-28 941	-27 070
Intéressement et participation	-12 506	-12 438
Impôts et taxes sur rémunération	-12 401	-11 693
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>-139 358</b>	<b>-132 504</b>
(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 264 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 316 milliers d'euros au 31 décembre 2023		
(1) Dont médailles du travail pour 87 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 88 milliers d'euros au 31 décembre 2023		

**Note 7.2. Effectif moyen de la période :**

Effectif moyen	31/12/2024	31/12/2023
France	1 779	1 754
Étranger	-	-
<b>Total</b>	<b>1 779</b>	<b>1 754</b>

**Note 7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies.**

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

**Note 7.4. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies.**

— Variation dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Dette actuarielle au 31/12/N-1</b>	<b>31 903</b>	<b>-</b>	<b>31 903</b>	<b>29 600</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	2 466	-	2 466	2 342
Coût financier	1 016	-	1 016	1 057
Cotisations employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime (2)	-	-	-	-876
Variations de périmètre	45	-	45	-30
Prestations versées (obligatoire)	-2 523	-	-2 523	-1 655
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	300	-	300	379
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-460	-	-460	1 086
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>32 747</b>	<b>-</b>	<b>32 747</b>	<b>31 903</b>
(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience. (2) Dont -876 milliers d'euros liés à la réforme des retraites d'avril 2023.				

— Détail de la charge comptabilisée au résultat :

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	2 466	-	2 466	1 466
Charge/produit d'intérêt net	-239	-	-239	-683
<b>Impact en compte de résultat à la clôture</b>	<b>2 227</b>	<b>-</b>	<b>2 227</b>	<b>783</b>

— Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone Euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture</b>	<b>7 157</b>	<b>-</b>	<b>7 157</b>	<b>5 380</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	41	-	41	312
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	300	-	300	379
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-460	-	-460	1 086
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-	-	-
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture</b>	<b>7 038</b>	<b>-</b>	<b>7 038</b>	<b>7 157</b>
<i>(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience</i>				

— Variation de juste valeur des actifs :

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Juste valeur des actifs à l'ouverture</b>	<b>30 659</b>	<b>-</b>	<b>30 659</b>	<b>30 628</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif (produit)	960	-	960	1 125
Gains/(pertes) actuariels	-41	-	-41	-312
Cotisations payées par l'employeur	2 212	-	2 212	903
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)	-	-	-	-
Variations de périmètre	45	-	45	-30
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-2 523	-	-2 523	-1 655
<b>Juste valeur des actifs à la clôture</b>	<b>31 312</b>	<b>-</b>	<b>31 312</b>	<b>30 659</b>

— Position nette :

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Dettes actuarielles à la clôture</b>	<b>32 747</b>	<b>-</b>	<b>32 747</b>	<b>31 903</b>
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	-31 312	-	-31 312	-30 659
<b>Position nette (passif)/ actif à la clôture</b>	<b>-1 435</b>	<b>-</b>	<b>-1 435</b>	<b>-1 539</b>

— Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Zone Euro	Hors zone Euro	Zone Euro	Hors zone Euro
Taux d'actualisation (1)	3,18% à 3,55%	0,00%	3,08% à 3,51%	0,00%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	2,14% à 2,69%	0,00%	1,80% à 2,80%	0,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	2,50% à 4,05%	0,00%	1,75% à 4%	0,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres (à détailler)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice ibxxx AA.				

— Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1) :

(En milliers d'Euros)	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	En %	En montant	Dont coté	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté
Actions	18%	5 631	-	-	-	-	18%	5 631	-
Obligations	72%	22 579	-	-	-	-	72%	22 579	-
Immobilier	10%	3 102	-	-	-	-	10%	3 102	-
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de -5,69% ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de +6,24%.

**Note 7.5. Autres avantages sociaux.** — Les provisions constituées par le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 898 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2024.

**Note 7.6. Rémunérations de dirigeants.** — Le montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice, à l'ensemble des membres des organes d'administration et à l'ensemble des membres des organes de direction, s'élève à 1.567 milliers d'euros.

#### Note 8. Contrats de location

##### Note 8.1. Contrats de location dont le Groupe est preneur :

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles détenues en propre	110 813	101 304
Droits d'utilisation des contrats de location	2 226	3 884
<b>Total Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>113 039</b>	<b>105 188</b>

Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

— Variation des actifs au titre du droit d'utilisation :

Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne est preneur de nombreux actifs dont des bureaux, des agences et du matériel informatique.

Les informations relatives aux contrats dont le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne est preneur sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Immobilier :</b>							
Valeur brute	11 178	-	-	-2 600	-	-	8 578
Amortissements et dépréciations	-7 294	-	-1 321	2 263	-	-	-6 352
<b>Total immobilier</b>	<b>3 884</b>	<b>-</b>	<b>-1 321</b>	<b>-337</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 226</b>
<b>Mobilier :</b>							
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total mobilier</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>3 884</b>	<b>-</b>	<b>-1 321</b>	<b>-337</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 226</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
<b>Immobilier :</b>							
Valeur brute	8 369	-	3 021	-212	-	-	11 178
Amortissements et dépréciations	-6 226	-	-1 122	54	-	-	-7 294
<b>Total immobilier</b>	<b>2 143</b>	<b>-</b>	<b>1 899</b>	<b>-158</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 884</b>
<b>Mobilier :</b>							
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total mobilier</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>2 143</b>	<b>-</b>	<b>1 899</b>	<b>-158</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 884</b>

— Echancier des dettes locatives :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	1 281	934	40	2 255

(En milliers d'Euros)	31/12/2023			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	2 368	1 520	24	3 912

— Détail des charges et produits de contrats de location :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-111	-21
<b>Total Intérêts et charges assimilées (PNB)</b>	<b>-111</b>	<b>-</b>
Charges relatives aux contrats de location court terme	-72	-220
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-1 038	-733
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	16	-
<b>Total Charges générales d'exploitation</b>	<b>-1 094</b>	<b>-</b>
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-1 107	-1 122
<b>Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>-1 107</b>	<b>-</b>
<b>Total Charges et produits de contrats de location</b>	<b>-2 312</b>	<b>-2 096</b>

— Montants des flux de trésorerie de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	-416	-2 104

## Note 8.2. Contrats de location dont le Groupe est bailleur.

Les contrats de location sont classés en location simple.

— Produits de contrats de location :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Location-financement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-	-
Produits financiers tirés des créances locatives	-	-
Produits des paiements de loyers variables	-	-
<b>Location simple</b>	<b>201</b>	<b>252</b>
Produits locatifs	201	252

## Note 9. Engagements de financement et de garantie et autres garanties :

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

— Engagements donnés et reçus :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 849 143</b>	<b>1 938 312</b>
Engagements de financement	1 424 131	1 510 987
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	1 424 131	1 510 987
Engagements de garantie	425 012	427 325
Engagements d'ordre des établissements de crédit	2 201	15 418
Engagements d'ordre de la clientèle	422 811	411 907
Engagements sur titres	-	-
Titres à livrer	-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>4 619 956</b>	<b>4 579 304</b>
Engagements de financement	9 547	12 308
Engagements reçus des établissements de crédit	9 547	12 308
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	4 610 409	4 566 996
Engagements reçus des établissements de crédit	733 807	744 707
Engagements reçus de la clientèle	3 876 602	3 822 289
Engagements sur titres	-	-

Titres à recevoir	-	-
-------------------	---	---

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale. En conséquence, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne ne postera plus de créances entreprises auprès de la Banque de France.

— Instruments financiers remis et reçus en garantie :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés) (1)</b>		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	4 819 022	5 500 808
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	-	-
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	81 608	-
<b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>	<b>4 900 630</b>	<b>5 500 808</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie</b>		
Autres dépôts de garantie	-	-
<b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés (2)</b>		
Titres empruntés	-	2
Titres et valeurs reçus en pension	87 039	-
Titres vendus à découvert	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>	<b>87 039</b>	<b>2</b>

Au 31 décembre 2024, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

— Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2024, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a apporté 4 819 022 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 5 500 808 milliers d'euros en 2023. Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a apporté :

- 1 632 239 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 328 394 milliers d'euros en 2023 ;
- 115 526 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 115 503 milliers d'euros en 2023 ;
- 3 071 258 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 3 056 911 milliers d'euros en 2023.

**Garanties détenues et actifs reçus en garantie.** — La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 81 497 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2023, les garanties détenues par le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée étant donné son caractère marginal dans le cadre de son activité.

#### Note 10. Reclassements d'instruments financiers

— Reclassements effectués par le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne :

Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'a pas opéré en 2024 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

#### Note 11. Juste valeur des instruments financiers :

**La juste valeur** est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.



Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

#### **Note 11.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti**

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

A ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2024. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.

L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

— Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Prêts et créances</b>	<b>16 301 610</b>	<b>18 758 281</b>	-	<b>5 335 046</b>	<b>13 423 235</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 394 579	5 293 964	-	5 274 595	19 369
Prêts et créances sur la clientèle	13 907 031	13 464 317	-	60 451	13 403 866
<b>Titres de dettes</b>	<b>717 591</b>	<b>667 985</b>	<b>653 473</b>	<b>12</b>	<b>14 500</b>
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>17 019 201</b>	<b>19 426 266</b>	<b>653 473</b>	<b>5 335 058</b>	<b>13 437 735</b>

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Prêts et créances</b>	<b>15 603 868</b>	<b>14 390 665</b>	-	<b>1 908 036</b>	<b>12 482 629</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 839 588	1 834 025	-	1 832 985	1 040
Prêts et créances sur la clientèle	13 764 280	12 556 640	-	75 051	12 481 589
<b>Titres de dettes</b>	<b>591 390</b>	<b>550 443</b>	<b>534 623</b>	<b>1 320</b>	<b>14 500</b>
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>16 195 258</b>	<b>14 941 108</b>	<b>534 623</b>	<b>1 909 356</b>	<b>12 497 129</b>

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à -49,5 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre -125,1 millions d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de +2 357,6 millions d'euros au 31 décembre 2024.

— Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan :

(En milliers d'Euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>9 532 049</b>	<b>9 528 670</b>	-	<b>9 528 670</b>	-
Dettes envers la clientèle	6 407 053	6 405 768	-	6 319 604	86 164
Dettes représentées par un titre	49 598	49 201	49 201	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>15 988 700</b>	<b>15 983 639</b>	<b>49 201</b>	<b>15 848 274</b>	<b>86 164</b>

(En milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>8 897 622</b>	<b>9 815 715</b>	-	<b>9 815 715</b>	-
Dettes envers la clientèle	6 140 842	6 121 166	-	6 014 696	106 470
Dettes représentées par un titre	39 859	39 264	39 264	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>15 078 323</b>	<b>15 976 145</b>	<b>39 264</b>	<b>15 830 411</b>	<b>106 470</b>

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à 0 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 0 millions d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de 5,1 millions d'euros au 31 décembre 2024.

#### Note 11.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

**Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).**

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions d'édution faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

#### Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

— Actifs financiers valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>9 914</b>	<b>-</b>	<b>9 914</b>	<b>-</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	9 914	-	9 914	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>243 713</b>	<b>132 906</b>	<b>55 336</b>	<b>55 471</b>
<b><i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat (1)</i></b>	<b>35 780</b>	<b>-</b>	<b>2 231</b>	<b>33 549</b>
<b><i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (2)</i></b>	<b>207 933</b>	<b>132 906</b>	<b>53 105</b>	<b>21 922</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	419	-	82	337
Titres de dettes	207 514	132 906	53 023	21 585
<b><i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b><i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b><i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 792 270</b>	<b>10 401</b>	<b>1 741 658</b>	<b>40 211</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (3)	1 781 869	-	1 741 658	40 211
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	10 401	10 401	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>152 768</b>	<b>-</b>	<b>152 768</b>	<b>-</b>
<b>Total actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>2 198 665</b>	<b>143 307</b>	<b>1 959 676</b>	<b>95 682</b>

Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-
<i>(1) Dont principalement en niveau 3 : titre FGVB acquis en 2024 et valorisé au coût d'acquisition soit 20 000 milliers d'euros</i> <i>(2) Dont principalement en niveau 3 : titres FPCI pour 17 439 milliers d'euros, titres, CA Régions Développement pour 2 078 milliers d'euros, valorisés sur la base des valeurs liquidatives communiquées par les sociétés de gestion</i> <i>(3) Dont principalement au niveau 3 : titres CAC PME pour 9 926 milliers d'euros, titres CAC PME2 pour 10 287 milliers d'euros et titres Actif Invest pour Invest pour 10 256 milliers d'euros, valorisés sur la base des actifs nets réévalués de ces sociétés de capital-investissement</i>				

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>9 838</b>	-	<b>9 838</b>	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	9 838	-	9 838	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>134 685</b>	<b>58 883</b>	<b>44 384</b>	<b>31 418</b>
<b>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b>	<b>13 781</b>	-	<b>1 821</b>	<b>11 960</b>
<b>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b>	<b>120 904</b>	<b>58 883</b>	<b>42 563</b>	<b>19 458</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	473	-	84	389
Titres de dettes	120 431	58 883	42 479	19 069
<b>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</b>	-	-	-	-
<b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b>	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 596 047</b>	<b>10 503</b>	<b>1 543 065</b>	<b>42 479</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 585 544	-	1 543 065	42 479
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	10 503	10 503	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>219 930</b>	-	<b>219 930</b>	-
<b>Total actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>1 960 500</b>	<b>69 386</b>	<b>1 817 217</b>	<b>73 897</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		498
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	<b>498</b>

— Passifs financiers valorisés à la juste valeur :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>9 990</b>	-	<b>9 990</b>	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	9 990	-	9 990	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>99 225</b>	-	<b>99 225</b>	-
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>109 215</b>	-	<b>109 215</b>	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>9 736</b>	<b>2</b>	<b>9 734</b>	-
Titres vendus à découvert	2	2	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	9 734	-	9 734	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>74 546</b>	-	<b>74 546</b>	-
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>84 282</b>	<b>2</b>	<b>84 280</b>	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

— Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 :

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3 :

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
<b>Solde de clôture 31/12/2023</b>	<b>73 897</b>	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	56	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	864	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-808	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	27 308	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-5 579	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>95 682</b>	-	-	-	-	-	-

Tableau 2 sur 3 (En milliers d'Euros)	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes
<b>Solde de clôture 31/12/2023</b>	<b>11 960</b>	-	389	19 069	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	1 548	-	-	-684	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	1 548	-	-	-684	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	22 358	-	-	3 200	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-2 317	-	-52	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>33 549</b>	-	337	21 585	-	-	-	-	-

Tableau 3 sur 3 (En milliers d'Euros)	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments dérivés de couverture
<b>Solde de clôture 31/12/2023</b>	<b>42 479</b>	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-808	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-808	-	-
Achats de la période	1 750	-	-
Ventes de la période	-3 210	-	-
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-
Transferts	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>40 211</b>	-	-
(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :			

<b>Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	<b>-40</b>
Comptabilisés en résultat	768
Comptabilisés en capitaux propres	-808

#### Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'est pas concerné par des passifs financiers à la juste valeur selon le niveau 3.

#### Note 12. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024

— Date de clôture :

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

##### Note 12.1. Information sur les filiales

— Restrictions sur les entités contrôlées :

Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'est pas concerné par les restrictions sur les entités contrôlées.

— Soutiens aux entités structurées contrôlées :

Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne n'a accordé aucun soutien financier aux entités structurées consolidées au 31 décembre 2024 ni au 31 décembre 2023.

— Opérations de titrisation et fonds dédiés :

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue ».

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 539 millions d'euros aux FCT.

**Note 12.2. Composition du périmètre.**

Au 31 décembre 2024, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

Le périmètre de consolidation est ainsi présenté :

Entités consolidées	Pays d'implantatio n	Méthode de consolidati on	Entrée ou sortie de périmètre	% De contrôle		% D'intérêt	
				31.12.24	31.12.23	31.12.24	31.12.23
CAISSE REGIONALE DE CHAMPAGNE-BOURGOGNE	France	IG		100	100	100	100
CAISSES LOCALES DE :							
AIGNAY LE DUC	France	IG		100	100	100	100
AILLANT SUR THOLON	France	IG		100	100	100	100
ANCY LE FRANC	France	IG		100	100	100	100
ARCIS VAL D'AUBE	France	IG		100	100	100	100
ARNAY-BLIGNY	France	IG		100	100	100	100
AUXERRE	France	IG		100	100	100	100
AUXONNE	France	IG		100	100	100	100
BAIGNEUX LES JUIFS	France	IG		100	100	100	100
BAR SUR AUBE	France	IG		100	100	100	100
BAR SUR SEINE	France	IG		100	100	100	100
BASSE YONNE	France	IG		100	100	100	100
BEAUNE	France	IG		100	100	100	100
BEZE ET VINGEANNE	France	IG		100	100	100	100
BOUILLY	France	IG		100	100	100	100
BOURBONNE LES BAINS	France	IG		100	100	100	100
BOURMONT	France	IG		100	100	100	100
BREVIANDES	France	IG		100	100	100	100
BRIENON SUR ARMANCON	France	IG		100	100	100	100
CHABLIS	France	IG		100	100	100	100
CHALINDREY	France	IG		100	100	100	100
CHARNY	France	IG		100	100	100	100
CHAUMONT	France	IG		100	100	100	100
CLEFMONTIGNY	France	IG		100	100	100	100
COTE DE NUITS	France	IG		100	100	100	100
DE L'INNOVATION	France	IG		100	100	100	100
DE SEINE ET NOXE	France	IG		100	100	100	100
DES TILLES	France	IG		100	100	100	100
DIJON	France	IG		100	100	100	100
DIJON CENTRE	France	IG		100	100	100	100
DIJON EST	France	IG		100	100	100	100
DIJON OUEST	France	IG		100	100	100	100
DU SENONAI	France	IG		100	100	100	100
DU CHATILLONNAIS	France	IG		100	100	100	100
ENTRE CARRIERES, CURE ET YONNE (ANC COURSON	France	IG		100	100	100	100
ESSOYES	France	IG		100	100	100	100
FAYL LAFERTE	France	IG		100	100	100	100
GALLIENI	France	IG		100	100	100	100
GENLIS	France	IG		100	100	100	100
JOIGNY	France	IG		100	100	100	100
JOINVILLE	France	IG		100	100	100	100
LES RICEYS	France	IG		100	100	100	100
LES TROIS PROVINCES	France	IG		100	100	100	100
LES TROIS VALLEES	France	IG		100	100	100	100



LIERNAIS SAULIEU	France	IG		100	100	100	100
LUSIGNY-EUROPE	France	IG		100	100	100	100
MIGENNES	France	IG		100	100	100	100
MONTBARD	France	IG		100	100	100	100
MONTIER EN DER	France	IG		100	100	100	100

Entités consolidées	Pays d'implantation	Méthode de consolidation	Entrée ou sortie de périmètre	% De contrôle		% D'intérêt	
				31.12.24	31.12.23	31.12.24	31.12.23
NOGENT EN BASSIGNY	France	IG		100	100	100	100
NOLAY	France	IG		100	100	100	100
NORD EST AUBOIS	France	IG		100	100	100	100
NOYERS SUR SEREIN	France	IG		100	100	100	100
PAYS D'ARMANCE	France	IG		100	100	100	100
PAYS D'OTHE EN CHAMPAGNE	France	IG		100	100	100	100
PAYS D'OTHE ET VALLEE DE LA VANNE	France	IG		100	100	100	100
PINEY	France	IG		100	100	100	100
PLATEAU DE LANGRES	France	IG		100	100	100	100
PONT SAINTE MARIE	France	IG		100	100	100	100
PONT SUR YONNE	France	IG		100	100	100	100
PONTAILLER SUR SAONE	France	IG		100	100	100	100
POUILLY SOMBERNON	France	IG		100	100	100	100
PRECY SOUS THIL	France	IG		100	100	100	100
PUISAYE VAL DE LOING	France	IG		100	100	100	100
RIVES DE LA BLAISE	France	IG		100	100	100	100
ROMILLY SUR SEINE	France	IG		100	100	100	100
SAINT DIZIER	France	IG		100	100	100	100
SAINT FLORENTIN FLOGNY	France	IG		100	100	100	100
SAINT JEAN DE LOSNE	France	IG		100	100	100	100
SAINT MARTIN	France	IG		100	100	100	100
SAINT SAUVEUR	France	IG		100	100	100	100
SAINT SEINE L'ABBAYE	France	IG		100	100	100	100
SAINT VALERIEN	France	IG		100	100	100	100
SELONGEY	France	IG		100	100	100	100
SEMUR EN AUXOIS	France	IG		100	100	100	100
SEREIN	France	IG		100	100	100	100
SEURRE	France	IG		100	100	100	100
TONNERRE	France	IG		100	100	100	100
TOUCY	France	IG		100	100	100	100
TROYES CENTRE	France	IG		100	100	100	100
VALLEES DE L'AUBE ET DE L'AUJON	France	IG		100	100	100	100
VENAREY LES LAUMES	France	IG		100	100	100	100
VENDEUVRE SUR BARSE	France	IG		100	100	100	100
VEZELAY MORVAN	France	IG		100	100	100	100
SAS CADINVEST	France	IG		100	100	100	100
FCT CREDIT AGRICOLE HABITAT 2020	France	IG		100	100	100	100
FCT CREDIT AGRICOLE HABITAT 2022	France	IG		100	100	100	100
FCT CREDIT AGRICOLE HABITAT 2024	France	IG	E	100		100	
IG : intégration globale E : Entrée de Périmètre							

**Note 13. Participations et entités structurées non consolidées****Note 13.1. Participations non consolidées :**

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 1 795 622 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 1 579 806 milliers d'euros au 31 décembre 2023 (\*).  
(\*) données 2023 corrigées

— Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation :

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% D'intérêt 31/12/2024	% D'intérêt 31/12/2023	Montant des capitaux propres (En milliers d'Euros)	Résultat du dernier exercice (en milliers d'Euros)	Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
SAS ACTIF'INVEST	France	100%	100%	10 574	248	Entité non significative
SAS CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME	France	12%	12%	73 978	12 548	Entité non significative
SAS CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME 2	France	10%	10%	98 039	85	Entité non significative
SAS CACB IMMOBILIER	France	100%	100%	4 599	-330	Entité non significative
SAS CREINVEST CHAMPAGNE-BOURGOGNE	France	100%	100%	1 242	-123	Entité non significative
SARL ICAUNA	France	100%	100%	-2 273	-4	Entité en gestion extinctive
SA NOVAPARC	France	50%	50%	29	-4	Entité en gestion extinctive
SAS VILLAGE BY CACB	France	100%	100%	575	-445	Entité non significative

— Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif :

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Titres de participation non consolidés	Siège social	% D'intérêt 31/12/2024	% D'intérêt 31/12/2023	Montant des capitaux propres (en milliers d'euros)	Résultat du dernier exercice (en milliers d'euros)
SARL SOCIETE D'EDITION ET DE PUBLICATION AGRICOLE	France	16%	16%	241	-29
SAS FIBRES RECHERCHE DEVELOPPEMENT	France	11%	11%	2 568	60
SECALINVEST PARTICIPATIONS	France	15%	15%	11 609	-7
SR3 FROID	France	10%	10%	Non Connu (1er exercice)	Non Connu (1er exercice)
SR3 PV	France	10%	10%	Non Connu (1er exercice)	Non Connu (1er exercice)

### Note 13.2. Informations sur les entités structurées non consolidées.

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont d'irigées au moyen d'accords contractuels.

### Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus.

Au 31 décembre 2024, le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

— Fonds de placement :

Le Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie.

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

— Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités :  
Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, l'implication du Crédit Agricole Mutuel de Champagne Bourgogne dans des entités structurées non consolidées est présentée dans les tableaux ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024															
	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	aleur au bilan	Perte maximale			aleur au bilan	Perte maximale			aleur au bilan	Perte maximale			aleur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	155 574	155 574	-	155 574	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	155 574	155 574	-	155 574	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	4 512 491	-	-	-	-	-	-	-
(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.																

(En milliers d'Euros)	31/12/2023															
	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	aleur au bilan	Perte maximale			aleur au bilan	Perte maximale			aleur au bilan	Perte maximale			aleur au bilan	Perte maximale		
		Expos ition maxim ale au risque de perte	Garant ies reçues et autres rehau sseme nts de crédit	Expos ition nette		Expos ition maxim ale au risque de perte	Garant ies reçues et autres rehau sseme nts de crédit	Expos ition nette		Expos ition maxim ale au risque de perte	Garant ies reçues et autres rehau sseme nts de crédit	Expos ition nette				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	75 679	75 679	-	75 679	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	67 104	67 104	-	67 104	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	142 783	142 783	-	142 783	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-			-	-			-	-			-	-			-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-			-	-			-	-			-	-			-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés		-	-		-	-	-	-		-	-		-	-	-	-
Engagements de financement		-	-		-	-	-	-		-	-		-	-	-	-
Engagements de garantie		-	-		-	-	-	-		-	-		-	-	-	-
Autres		-			-	-	-	-		-	-		-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature		-	-		-	-	-	-		-	-		-	-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-	504 868	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

**Exposition maximale au risque de perte.** — L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (*credit default swap*) pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

**Note 14. Événements postérieurs au 31 décembre 2024.**

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

**VII.Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

À l'Assemblée Générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne-Bourgogne,

**Opinion.**  
En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Champagne-Bourgogne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit

**Fondement de l'opinion :**

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

**Dépréciation des crédits en défaut***Point clé de l'audit :*

Du fait de son activité, votre caisse régionale est exposée à un risque de crédit.

Comme indiqué dans le paragraphe « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (Stage 3) sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.

Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).

S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, le Groupe est conduit à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.

Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant notamment sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par le Groupe pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans le tableau « Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle » de la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui s'élève à 163,1 millions d'euros.

*Réponse d'audit apportée :* Nos travaux ont consisté à apprécier le dispositif mis en place par le Groupe, dans le contexte macro-économique particulier de l'exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- Mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;
- Testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;
- Apprécie les hypothèses utilisées par le Groupe pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macro-économique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;
- Mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

**Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut**

*Point clé de l'audit :* Comme indiqué dans le paragraphe « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dette, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (Stage 1), et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Stage 2).

Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des hypothèses et des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au niveau de votre caisse régionale au regard des caractéristiques propres à ses portefeuilles de crédits.

Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature au 31 décembre 2024, un montant de 32,2 millions d'euros au titre des pertes de crédit attendues sur 12 mois (Stage 1) et de 101,2 millions d'euros au titre des pertes de crédit attendues à maturité (Stage 2) comme détaillé dans le tableau « Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle » de la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons considéré qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de :

- L'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés ;

- L'importance des crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Stage 1 et Stage 2).

#### *Réponse d'audit apportée*

- Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont consisté à :
- Prendre connaissance, lors d'une revue critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :
  - Les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;
  - Le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut « Loss Given Default » ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2024 ;
  - La gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris la revue des scénarios et paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;
  - La réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeur ;
  - Tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ;
- Contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ;
- Apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique, pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;
- Analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2024.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

#### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.**

Désignation des commissaires aux comptes : Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Champagne-Bourgogne par l'Assemblée Générale du 29 mars 2024 pour le cabinet KPMG S.A. et du 1er octobre 2002 pour le cabinet EXCO SOCODEC.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 1ère année de sa mission sans interruption et le cabinet EXCO SOCODEC dans la 23ème année, sans interruption.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés.**

##### **Objectif et démarche d'audit :**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### **Rapport au comité d'audit.**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

#### ***Les commissaires aux comptes :***

Lyon, le 10 mars 2025,  
KPMG SA :  
Frédéric DAMAISIN  
Associé

Dijon, le 10 mars 2025,  
EXCO SOCODEC :  
Loïc VALICHON  
Associé

#### **C. — Modalités de mise à disposition du public du rapport de gestion.**

Conformément au règlement 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Champagne-Bourgogne précise que le rapport de gestion, est consultable à la Direction Finances, Risques et Logistique du Crédit agricole de Champagne-Bourgogne, au 18, rue Davout, 21000 Dijon.